

COMMISSIONS REUNIES DES
RELATIONS EXTERIEURES ET DE
LA DEFENSE NATIONALE

VERENIGDE COMMISSIES VOOR
DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN EN VOOR DE
LANDSVERDEDIGING

du

van

VENDREDI 18 MARS 2011

VRIJDAG 18 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 21 et présidée par MM. François-Xavier de Donnea et Denis Ducarme.

Le **président**: Chers collègues, nous sommes réunis pour entendre une communication du gouvernement sur les décisions prises à la suite de la résolution des Nations Unies de cette nuit concernant la Libye.

01 La situation en Libye: exposés du premier ministre, du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles et du ministre de la Défense, et échange de vues

01.01 Yves Leterme, premier ministre (*en français*): En raison d'un engagement à La Haye cet après-midi, je serai présent pour une brève introduction avant de laisser le soin à MM. Vanackere et De Crem de poursuivre l'exposé de la situation et de répondre à vos questions.

(*En néerlandais*) Je remercie le président et les services de la Chambre d'avoir permis à si brève échéance la convocation – à notre demande – de cette commission. Cette réunion démontre bien évidemment aussi l'importance qu'accordent les députés au dossier libyen. Nous avons déjà procédé à plusieurs reprises à des échanges de vues sur la situation en Libye. Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé cette nuit la résolution 1973. Elle modifie sensiblement la position adoptée par la communauté internationale et un nouveau débat parlementaire s'impose dès lors.

(*En français*) Malgré les signaux envoyés par la communauté internationale, notamment la résolution 1970 du 26 février, la violence en Libye a augmenté.

L'appel en vue d'arrêter l'usage des violences, le renvoi de Kadhafi devant la Cour pénale internationale, la suspension du Conseil des droits de l'homme et le gel des transactions financières sont des signaux importants, mais qui n'ont malheureusement pas mené au résultat souhaité.

(*En néerlandais*) Notre pays est, lui aussi, extrêmement préoccupé par l'escalade de la violence et les représailles annoncées par les troupes de M. Kadhafi. En Libye, les droits de l'homme sont systématiquement violés, notamment par des privations de liberté, des disparitions forcées, des tortures et des exécutions. Les journalistes et les organisations humanitaires sont entravés dans leur action et victimes d'intimidations. La population libyenne ne bénéficie d'aucune protection contre ces atrocités.

(*En français*) Ce matin, le Conseil des ministres a décidé de la participation de notre pays aux actions militaires qui seront entreprises en exécution de la résolution 1973, approuvée hier par le Conseil de sécurité.

(*En néerlandais*) Ce matin à 11.00 heures, le Conseil des ministres a décidé de la participation aux actions militaires qui seront entreprises en exécution de la résolution 1973 de l'ONU.

(*En français*) La concrétisation et la définition plus précises de cette participation aux actions militaires seront concertées et décidées dans les prochaines heures.

(*En néerlandais*) Quant à la concrétisation de la participation aux actions militaires, une concertation plus avant et des décisions interviendront dans les prochaines heures.

Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense vont à présent fournir davantage de précisions à propos de la résolution 1973 et des possibilités concrètes de participer à la mise en œuvre de cette résolution qui s'offrent à notre pays.

01.02 **Minister Steven Vanackere** (*en néerlandais*): Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution cette nuit à New York. Je comprends que de nombreux parlementaires souhaitent, par le biais de cette réunion de commission, être associés à ce moment en effet très important, compte tenu des responsabilités que notre pays est amené à endosser.

La résolution 1973 a été adoptée cette nuit par 10 voix pour et 5 abstentions.

(*En français*) Les abstentions étaient celles de la Chine, de la Russie, du Brésil, de l'Inde et de l'Allemagne.

Les négociations préparatoires ont essentiellement été conduites par le Royaume-Uni et la France, en étroite collaboration avec le Liban qui a agi en tant que porte-parole de la Ligue arabe. La Ligue arabe avait apporté le 12 mars dernier son soutien à l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne et les États-Unis ont alors assumé un rôle de leader dans le dossier.

(*En français*) Concernant la résolution 1973, je souhaiterais quand même mettre en exergue un certain nombre de points.

(*En néerlandais*) La résolution autorise les États à utiliser tous les moyens nécessaires pour protéger la population civile, à l'exception d'une force d'occupation étrangère. Par ailleurs, l'autorisation a été donnée de mettre en place une zone d'interdiction aérienne et d'imposer un embargo sur les armes. Le mécanisme de sanction de la résolution 1970 est également renforcé.

L'interdiction du déploiement d'une force d'occupation, une *occupation force*, sur le territoire libyen, n'exclut pas la possibilité d'une participation éventuelle de troupes terrestres à une opération militaire. Cela signifie uniquement que des troupes étrangères ne peuvent occuper le pays. Personne ne veut que le scénario de l'Irak se reproduise.

(*En français*) Je souligne aussi que la résolution appelle explicitement les États membres de la Ligue arabe à coopérer avec les autres membres des Nations Unies pour mettre en œuvre les actions militaires.

Dès le début, le gouvernement belge a insisté sur trois conditions avant d'envisager une action militaire: prouver le bien-fondé pour le peuple libyen, s'assurer du soutien et de la participation régionale, notamment des pays arabes, et, troisièmement, avoir une base juridique sans équivoque appuyée sur une résolution des Nations Unies.

(*En néerlandais*) Les trois conditions étant remplies, le gouvernement peut à présent se rallier à l'appui international à l'action qui sera entreprise. La résolution 1973 autorise les États ou les organisations régionales à apporter leur collaboration à cette dernière. La Ligue arabe sera amenée à jouer un rôle important. L'OTAN se penche actuellement sur l'implémentation de la résolution 1973.

Aucune contribution concrète n'a encore été demandée à la Belgique, ni dans le cadre d'une coalition de bonnes volontés, ni dans le cadre de l'OTAN.

A mes yeux, outre les trois conditions déjà remplies, une quatrième devrait l'être également, à savoir l'assentiment du Parlement. Je me réjouis que la commission ait pu être convoquée dans des délais aussi courts, pour que le feu vert de principe donné ce matin par le Conseil des ministres puisse être couvert par le Parlement.

01.03 **Pieter De Crem**, ministre (*en français*): La résolution du Conseil de sécurité vise avant tout la zone de non-survol et le contrôle de l'embargo. Compte tenu de cela, l'effort de la Belgique consistera à déployer des F-16 et un bâtiment de la Marine.

(*En néerlandais*) L'objectif poursuivi par les Nations Unies par le biais de cette résolution consiste à mettre

en place une zone d'exclusion aérienne, à protéger la population civile et à contrôler le respect de l'embargo sur les armes. Pour ce faire, la Défense est en mesure de déployer des F-16 pour la mise en œuvre de la zone d'exclusion aérienne et la protection de la population civile ainsi que des frégates avec un *boarding team* et/ou des dragueurs de mines, cette fois sans *boarding team*, pour des missions de monitoring, ces moyens maritimes étant destinés au contrôle de l'embargo sur les armes.

L'OTAN compte en son sein une Force de réaction (NRF). Notre pays a déjà fourni des moyens à cette NRF pour 2011 dans le cadre d'une décision antérieure approuvée par le gouvernement.

(En français) La Belgique a mis à disposition de cette NRF le Narcis.

(En néerlandais) Le Narcis – un chasseur de mines qui est actuellement déjà présent en mer Méditerranée sous le commandement du SACEUR, le commandement militaire de l'OTAN – exerce une mission de monitoring dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et plus particulièrement dans le cadre de l'opération spécifique *Active Endeavour*. Il y a en outre six avions F-16 et quatre militaires chargés de la logistique.

J'ai appris que l'OTAN n'aurait pas encore l'intention de déployer la NRF mais qu'elle demande aux pays partenaires s'ils pourraient déployer les moyens mis à la disposition de la NRF. La Belgique pourrait ainsi déployer quatre F-16 sur les six prévus dans le cadre de la NRF.

Le Narcis se trouve à l'heure actuelle déjà dans la zone opérationnelle et sept F-16 se trouvent en Grèce.

(En français) Le Narcis se trouve déjà en Méditerranée et sept F-16 participent à un exercice sur le territoire grec.

Le **président**: Je vais donner la parole à ceux qui le souhaitent. Ensuite, une proposition de résolution déjà signée par certains collègues sera distribuée. Je vous laisserai quelques instants pour en prendre connaissance. Elle pourra faire l'objet d'amendements. Puis, nous discuterons de ceux-ci et passerons au vote des articles. Pas d'objection? (*Non*)

01.04 Patrick Moriau (PS): Nous vivons un moment très important. Vous avez le soutien du Parlement, Monsieur le Ministre, parce qu'en ces heures très graves, il ne peut être question d'affaires courantes.

Nous vivons une sorte de printemps des peuples. Aujourd'hui, dans le monde arabe, il y a un nouvel espace politique qui est en train de se dessiner, entre la tyrannie et le djihadisme, entre Ben Ali et Ben Laden. C'est un immense espoir pour la jeunesse.

L'heure n'est plus à la passivité, étant donné les actes perpétrés par ce tyran ubuesque dont le départ est souhaité unanimement et puisque le Conseil de sécurité de l'ONU a voté la résolution 1973, qui autorise même l'utilisation de tous les moyens nécessaires pour faire reculer les troupes du dirigeant libyen si les violences contre sa population se poursuivent.

Les moyens que nous utiliserons devront être proportionnés pour conduire à une stabilisation du pays et de la région. Notre gouvernement a indiqué que notre pays se tient à disposition pour prendre part à une éventuelle opération militaire en Libye. Cette décision bénéficie d'un large consensus et ne relève pas de motivations autres qu'humanitaires et démocratiques.

Toutes les conditions pour une telle intervention étant rencontrées, La Belgique se doit d'intervenir dans le cadre d'une force internationale pour empêcher de nouveaux massacres. L'usage de la force est le dernier recours, mais de tels crimes ne peuvent perdurer face aux aspirations démocratiques d'un peuple.

Au-delà de la situation en Libye, les mouvements populaires se succèdent dans le pourtour méditerranéen et au Moyen-Orient. Il importe que notre pays, l'Union européenne et l'OTAN suivent de près l'évolution de la situation et soutiennent tous les efforts qui conduiront à l'établissement de la démocratie.

La stabilité de cette région est essentielle au respect des valeurs démocratiques dans le monde entier, car les peuples arabes sont occupés à prendre leur avenir en main. Nous devons être à leurs côtés.

Pour terminer, si nous devons envoyer des troupes au sol, je demande que l'on réunisse à nouveau le

Parlement et que l'on tienne compte des recommandations de la commission Rwanda.

01.05 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Il est tout à l'honneur du Parlement qu'après le débat en séance plénière hier, nous puissions nous réunir à nouveau aujourd'hui afin de réagir rapidement dans le dossier de la Libye. La communauté internationale a réagi adéquatement. Après la décision du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, une position attentiste a été adoptée parce qu'on croyait que tout allait rentrer dans l'ordre et que l'on voulait laisser l'initiative aux personnes sur place. Ces derniers jours, nous avons toutefois été confrontés aux discours musclés et à la force brutale du régime de Kadhafi. Nous ne pouvons donc plus perdre de temps.

L'Open Vld se réjouit de la résolution des Nations Unies. Adopter une résolution est une chose, prendre les décisions exactes sur le terrain en est une autre. C'est pourquoi nous voulons examiner à présent comment la résolution peut être mise en œuvre. Nous vivons un moment historique parce qu'il s'agit en l'occurrence de la responsabilité de protection. Dans la résolution qui a été adoptée cette nuit, il est question non seulement de pression diplomatique et de sanctions mais aussi de l'intervention elle-même. Il s'agit à présent de joindre le geste à la parole.

En ce moment unique, où l'on invoque la responsabilité de protection, il est étrange que l'Union européenne ait adopté une position divisée en la matière. Les États membres de l'Union européenne qui siègent au Conseil de sécurité des Nations Unies n'ont pas réussi à formuler un point de vue commun. Comment expliquer cette division? Est-il question de concertation et de coordination européenne? Ou en revient-on vraiment à des États membres individuels ou à la coopération au niveau de l'OTAN?

La résolution permet différentes actions pouvant être entreprises tant par des États membres individuels que dans le cadre d'une collaboration. Comment la Belgique interviendra-t-elle? Opérerons-nous exclusivement au sein de l'OTAN ou de concert avec quelques pays individuels? Quels moyens seront mis en œuvre? Envisageons-nous le déploiement de F-16 et de dragueurs de mines? La Belgique est-elle éventuellement disposée à envoyer également des troupes au sol?

La résolution appelle à l'application d'un cessez-le-feu en Libye. Il semble que ce pays réponde à présent favorablement à cet appel. Personnellement, je n'y crois pas étant donné que le régime de M. Kadhafi a encore déclaré hier que toute personne responsable du soulèvement serait exécutée. Quel est le crédit accordé par la communauté internationale à ce brusque revirement de position? Ne convient-il pas de se concerter à ce sujet au sein de la communauté internationale?

Quoi qu'il arrive, toute opération doit être notifiée à l'ONU ainsi qu'à la Ligue arabe.

Il est exact que toute action nécessite un soutien sur le terrain et dans la région mais le fait qu'il faille également informer la Ligue arabe crée un précédent. La Ligue est une organisation régionale au sein de l'ONU. Cette stratégie s'inscrit-elle dans le cadre de la réforme de l'ONU?

Nous devons rester attentifs. Notre résolution, que j'ai cosignée au nom du groupe Open Vld, permet au Parlement de prendre une initiative importante. Nous joignons le geste à la parole et la communauté internationale retrouve ainsi un peu de sa crédibilité. Nous montrons que nous prenons vraiment au sérieux les droits de l'homme et la *responsability to protect*.

01.06 Daniel Bacquelaine (MR): La situation appelle une prise de décision urgente. Nous avons affaire à des crimes contre l'humanité et à la répression d'un formidable espoir de liberté. Nous nous devons d'être en première ligne pour prendre nos responsabilités face au printemps arabe. Il était urgent que la communauté internationale prenne une position faisant honneur à la dignité humaine. Je salue les efforts, quels que soient les précédents, de la France et de la Grande-Bretagne car si nous avions dû attendre l'Union européenne, nous serions dans une situation encore plus critique, ce qui ne laisse pas de poser la question de la manière dont sont abordées ces situations graves.

Des questions restent posées. Quels sont les enjeux de l'engagement militaire? On a dit que la Belgique serait disponible; je préférerais que nous affirmions davantage une volonté claire dans le cadre de la *coalition of the willing*. Quelle est la position du gouvernement à cet égard? La Belgique est-elle en réserve? Attendrons-nous de voir comment les choses évoluent lors des premiers engagements?

Quel sera le type d'engagement du point de vue militaire? Si nous devons apporter notre protection à des populations civiles, faudra-t-il détruire des aéroports, des centres de communication, des bases de missiles...

Quels sont les objectifs d'une opération et que recouvrent les termes "toutes les mesures nécessaires"? Comment interprétez-vous la résolution 1973?

Comment voyez-vous le rôle de l'OTAN et l'articulation entre la NRF et des pays de l'Union européenne, les États-Unis, le Canada, le Liban et les pays de la Ligue arabe?

Enfin, il est essentiel que la Belgique soit en première ligne par rapport aux nécessités d'une dignité des peuples qui considèrent la démocratie, la liberté et les droits de l'homme comme essentiels. Et je souhaiterais que notre gouvernement associe l'ensemble de notre pays et bien entendu notre Parlement à un soutien très puissant à l'égard des populations civiles et de la jeunesse libyenne en proie à une répression des plus sanglantes.

01.07 Dirck Van der Maelen (sp.a): La collaboration avec le gouvernement se déroule nettement mieux dans le cadre de ces opérations que lorsqu'il s'agissait de l'intervention en Afghanistan. Alors que nous n'avons toujours pas eu de débat à part entière en séance plénière concernant les opérations en Afghanistan, le dialogue sur la Libye est au moins mené avec sérieux.

J'ai déclaré hier, en séance plénière, que je craignais une issue tragique et sanglante à la révolution libyenne et que j'étais favorable, au même titre que d'autres membres, à une intervention fondée sur le principe de la responsabilité de protéger. Nous devons être conscients qu'une opération militaire n'est pas exempte de risques. Il en allait de même, dans le passé, pour l'intervention au Kosovo. Notre collaboration aux opérations en Libye doit être mûrement réfléchie et faire l'objet d'une concertation à part entière. Nous comptons sur les ministres compétents pour qu'ils fassent preuve de la même prudence lorsqu'ils abordent ce sujet sur le plan européen ainsi qu'au sein d'autres institutions internationales.

Le danger principal réside dans le fait que l'objectif immédiat n'apparaît pas clairement dans la résolution de l'ONU. L'objectif consiste-t-il à aboutir à un cessez-le-feu et à renforcer les rebelles? Ou alors va-t-on mettre ce cessez-le-feu à profit pour mener une concertation diplomatique? L'objectif consiste-t-il à écarter le régime de Kadhafi? Il y a en effet peu de chances qu'il décide de partir de son propre gré.

Ces différents objectifs ne nécessitent pas le même type d'intervention militaire. Pour protéger la population civile ou mener des négociations, une activité militaire *low-intensity* suffit. Il ne faut toutefois pas se bercer d'illusions si nous voulons le départ de Kadhafi. La mise en place de zones *no-fly* et *no-drive* avait déjà été tentée au Kosovo. Les Serbes ont alors stationné leurs chars au milieu des villes, là où nous n'osions pas intervenir. Cet objectif ne peut être atteint qu'au moyen d'une opération extrêmement risquée, surtout lorsque les choses s'enlisent. Pour l'heure les Arabes acceptent qu'une action soit menée mais qu'en sera-t-il si le conflit se prolonge ou devient sanglant?

Il convient donc d'être prudent. Le gouvernement devrait le plus rapidement possible indiquer clairement quelle est l'option choisie.

Nous devons tirer des enseignements de notre expérience en Afghanistan et en Irak. Sur quelle base pouvons-nous œuvrer à la démocratisation de la Libye? La réponse à cette question n'apparaît pas clairement. Allons-nous nous ranger aux côtés du Conseil de l'opposition, dirigé par le ministre de la Justice? En Afghanistan, nul ne s'est sorti grandi de la collaboration avec le régime du président Karzai. Nous ne devons pas chercher à former nous-même une nation ou à installer un gouvernement. Nous devons laisser ce soin à la Ligue arabe ou à une autre coalition arabe.

Quel sera le coût de la contribution de la Belgique? Nous reviendrons certainement sur cette question lors du débat budgétaire. Nous plaiderons à cette occasion pour le démantèlement de notre contribution à la guerre coûteuse et vaine en Afghanistan, démantèlement qui libérerait des fonds pour le financement de notre engagement en Libye. Cette dernière opération revêt en effet beaucoup plus de sens que celle menée en Afghanistan, où l'on dénombre des dizaines de milliers de victimes. Cette réorientation des fonds permettrait une meilleure affectation de l'argent du contribuable.

J'ai déposé deux amendements tendant à la conclusion, avec le gouvernement, d'accords à plus long terme quant au rôle du Parlement. Le premier amendement part du principe que le mandat du Conseil de sécurité pourrait se révéler insuffisant et requerrait l'adoption d'une nouvelle résolution. Je propose que, dans ce cas également, le gouvernement vienne débattre avec le Parlement.

Lorsque l'on se lance dans de telles opérations, on sait où cela commence mais pas où cela se termine. Des changements importants peuvent se produire dans le cadre d'une résolution du Conseil de sécurité. Si des modifications importantes devaient intervenir au niveau de la participation de la Belgique, je demande d'appliquer la même procédure et d'organiser d'abord un débat au Parlement. Je considère le geste fait aujourd'hui par le gouvernement comme une main tendue et je l'accepte en espérant que nous pourrions continuer à collaborer de la même manière à l'avenir.

01.08 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Je remercie le gouvernement pour sa rapidité de réaction par rapport à la résolution car c'est hier, à 23 heures, que ce vote au Conseil de sécurité de l'ONU a eu lieu.

Hier, en séance plénière, on reprochait à l'Union européenne et à la Belgique d'être trop passives. Nous avons désormais un mandat clair. Gageons qu'il ne soit pas trop tard et que nous puissions être encore efficaces.

Depuis quelques jours, nous avons relayé les demandes du Conseil National de Transition (CNT) – désormais l'autorité légitime du peuple libyen – d'une zone d'exclusion aérienne et d'une intervention aérienne pour appuyer les insurgés, tant la répression de Kadhafi se faisait violente. La Ligue arabe s'est associée à ces demandes et nous le faisons aussi aujourd'hui, car il est de notre devoir d'intervenir en cas de constat de crimes contre l'humanité!

Vu l'aggravation de la situation, nous devons aujourd'hui réagir rapidement. Les troupes loyalistes répriment sauvagement la rébellion: l'on a reçu des témoignages d'utilisation du napalm, de listes de personnes à exécuter, etc.

Hier et les jours précédents, on s'est accordé sur des sanctions politiques, diplomatiques, économiques (interdictions de visa, gel des avoirs). Un moratoire a aussi été établi sur l'octroi des licences d'exportation. Mais ces mesures se sont avérées insuffisantes, car Kadhafi devenait de plus en plus incontrôlable.

Aujourd'hui, nous disposons de cette résolution 1973, accompagnée des trois conditions désormais réunies: une demande émane du peuple et de sa nouvelle autorité, le CNT; elle est relayée par la Ligue arabe et un mandat clair vient d'être décidé par l'ONU.

Ecolo et Groen! se rallient à cette résolution instaurant une intervention militaire; il faut en discuter les termes. Cette intervention doit être ciblée, balisée et limitée dans le temps. Il faudra la réévaluer régulièrement car la situation change d'heure en heure.

Il est important d'envisager une sécurisation des corridors humanitaires, dont certains ports libérés.

Il faudra rester attentif à la bonne application des sanctions, notamment l'embargo sur les armes. En effet, le mardi 15 mars, les insurgés ont capturé un navire battant pavillon grec avec une cargaison de près de 23 000 tonnes de pétrole acheté à la Libye!

Le gouvernement belge doit aussi prévenir tout acte d'intimidation ou de représailles commis à l'encontre des citoyens lybiens et belges d'origine libyenne. Ceux qui ont osé s'exprimer craignent aujourd'hui des représailles.

Ces mesures fortes sont aujourd'hui indispensables. Nous sommes prêts à discuter de cette résolution et nous sommes favorables à sa concrétisation en termes militaire, politique et diplomatique.

Ces opérations ne sont pas dénuées de risques mais nous disposons des hommes et du matériel nécessaires. J'insiste pour que le gouvernement prenne ses décisions, avec le Parlement, en toute transparence.

01.09 Stefaan Vercamer (CD&V): Je remercie le gouvernement pour cet échange de vues avec le Parlement à propos de l'action menée par la communauté internationale contre le régime de Kadhafi.

Toute action militaire comporte des risques et il s'agit toujours de la dernière option à envisager. Dans le cas qui nous occupe, il s'agit du seul moyen de mettre un terme aux violences perpétrées contre d'innocents citoyens. Nous soutenons la décision de passer maintenant à l'action.

Se pose immédiatement la question de savoir comment agir après l'intervention. Quelles initiatives l'Europe prendra-t-elle sur les plans politique et diplomatique pour assurer à l'avenir la sécurité des citoyens, pour préserver les droits de l'homme et pour garantir la liberté et la démocratie? Il faut se mettre immédiatement à la recherche d'interlocuteurs car il appartient à l'Europe de jouer un rôle de pionnier dans la mesure où la Libye est en fait un pays voisin.

Nos actions doivent être un signal clair donné à la population libyenne que nous soutenons leur lutte pour plus de liberté et de démocratie. Ces actions doivent se traduire par une aide sur le terrain, des rapatriements et l'accueil de réfugiés.

01.10 Christian Brotcorne (cdH): Hier, nous nous plaignions tous de la lenteur de la communauté internationale à réagir et, aujourd'hui, tout à coup, tout est possible suite au vote du Conseil de sécurité. Même des pays qui paraissaient tièdes ont fini par comprendre les enjeux humanitaires de ce conflit.

L'intervention est conforme au droit international, c'est évidemment essentiel. De plus, elle bénéficie d'un soutien régional, la Ligue arabe ayant appelé à plusieurs reprises la communauté internationale à intervenir ou, au moins, à réagir aux événements qui se déroulent en Libye. À cela s'ajoute un large soutien de notre opinion publique, qui ne comprenait pas la différence entre les bonnes paroles que nous pouvions prononcer et l'incapacité de poser les actes nécessaires.

Je pense que nous trouverons un consensus au Parlement pour soutenir la position du gouvernement à la suite de l'appel des Nations Unies.

Le fait d'avancer de la sorte est aussi un gage que nous donnons aux évolutions intervenues en Tunisie et en Égypte. Le processus vers la démocratie parlementaire et les droits de l'homme n'est pas achevé.

J'espère que l'autorisation d'intervenir ne sera pas trop tardive et qu'il sera encore possible d'atteindre les objectifs. L'important est de donner les moyens au peuple libyen d'arriver à ce qu'il veut. La décision du Conseil de sécurité n'est qu'une première étape. Des évolutions et évaluations seront nécessaires.

Je demande au gouvernement d'être attentif aux conséquences prévisibles des interventions pour la population. Partir dans un conflit de cette échelle aura des conséquences humanitaires importantes.

Il est urgent de préparer le terrain militaire mais aussi le terrain humanitaire de manière à pouvoir apporter le soutien nécessaire aux populations concernées.

Le cdH soutiendra le gouvernement dans les décisions qu'il vient de prendre. Si des extensions des missions, autorisées par le Conseil de sécurité, étaient nécessaires, il serait indispensable que vous reveniez devant le Parlement.

Monsieur le ministre des Affaires étrangères, je vous remercie d'avoir mis en pratique le fait que le Parlement s'engage aux côtés du gouvernement. Vous pourrez compter sur notre soutien.

01.11 Peter Luykx (N-VA): Nous avons pris ce matin l'initiative de demander à M. Flahaut de convoquer cette commission. Nous nous félicitons que cette demande ait été acceptée et que nous puissions à nouveau nous réunir aujourd'hui pour réagir promptement à la situation. Au cours des dernières semaines, la N-VA a insisté à plus d'une reprise pour que le gouvernement belge adopte une attitude ferme en ce qui concerne la Libye. Hier, en séance plénière, nous avons préconisé de soutenir la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne. Au vu de l'évolution récente de la situation, j'espère que nous n'avons pas manqué d'ambitions et que cette résolution n'intervient pas trop tard. Il nous revient en effet que des combats acharnés se dérouleraient en ce moment même à Misurata.

L'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, en toute logique la seule décision envisageable, n'est pas sans conséquences ni dangers étant donné qu'il s'agit non pas d'une mission de maintien de la paix mais bien d'une intervention basée sur la violence et qui pourrait faire des victimes parmi les civils.

Notre groupe appuie cette résolution. La N-VA estime qu'il est nécessaire de mettre fin à l'effusion de sang. Toutefois, étant donné que nous nous trouvons dans une période d'affaires courantes, je voudrais demander expressément, au nom du plus grand groupe politique du Parlement, que notre assemblée soit non seulement informée, mais également étroitement associée à toutes les initiatives qui seront prises.

L'Union européenne a déjà approuvé la résolution 1973 par la voix de M. Herman Van Rompuy et de Mme Ashton. Quelles actions l'UE peut-elle entreprendre sur le plan humanitaire? L'engagement de l'UE est-il purement civil ou également militaire? Les accords "Berlin plus" permettent-ils également de faire appel aux installations de l'OTAN?

La question principale qui se pose est évidemment de savoir ce qui se passera ensuite. Il est impossible d'y répondre à l'heure actuelle mais cela ne peut nous amener à différer toute action future. Après l'adoption de la résolution, M. Kadhafi a déjà proféré des menaces à l'adresse des Nations Unies. Comment y réagit-on ou comment les anticipe-t-on? La Belgique pourrait-elle être la cible d'actions? Comment la Belgique gère-t-elle cette menace?

Une intervention militaire constitue-t-elle le prélude à la reconnaissance diplomatique du mouvement rebelle par notre pays, comme l'a déjà fait la France? Allons-nous lancer un signal clair à ce sujet? La résolution s'applique-t-elle également au mouvement rebelle si celui-ci devait progresser vers Tripoli et y mener des actions de vengeance sur les clans qui sont restés fidèles à Kadhafi? La violence peut en effet venir des deux côtes.

La N-VA se pose encore des questions à propos du volet militaire de cette résolution mais M. Francken prendra la parole à ce sujet.

01.12 Alexandra Colen (VB): Nous nous réjouissons du fait que l'ONU ait enfin adopté cette résolution. Nous n'avons aucune objection à formuler à l'encontre d'interventions visant à protéger la population civile contre des attaques aériennes. Nous acclamons les révoltes populaires dictées par le droit à l'autodétermination des peuples. Tant mieux bien évidemment si les choses se passent de manière relativement pacifique comme en Tunisie et en Égypte. En Libye, un mouvement commencé sous la forme d'une révolte populaire s'est transformé en guerre civile. Nous approuvons la résolution de l'ONU mais nous nous montrons critiques quant à l'évolution future de la situation.

D'autres actions qui ont débuté par la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne ont tout de même finalement débouché sur une guerre terrestre. Il faut savoir clairement dans quoi nous nous engageons en Libye et qui nous aide. En Tunisie et en Égypte, il existait un mouvement d'opposition organisé et des personnes ayant une certaine autorité ont formé un gouvernement provisoire et annoncé des élections.

En Libye, il s'agirait plutôt d'un acte de désespoir de la part des citoyens et personne ne sait comment les choses pourraient évoluer. La Libye est un pays de seigneurs de la guerre, avec Kadhafi comme chef suprême depuis déjà quelques dizaines d'années maintenant. Kadhafi parti, par quoi sera-t-il remplacé?

Dans quelle mesure l'Occident s'engagera-t-il, par le truchement de l'OTAN ou de l'ONU, dans le scénario d'après-guerre?

La résolution autorise les "États membres" à prendre des mesures en concertation avec le secrétaire général de l'ONU. Vise-t-elle des États membres individuels ou des formes de coopération ont-elles déjà été mises en place? L'OTAN en tant que telle est-elle visée? Qui prendra l'initiative de ces actions, qui en assurera la coordination? Les différentes parties sont-elles encore en train de se positionner? Mes interrogations à cet égard sont inspirées par l'abstention de l'Allemagne.

Par ailleurs, je me demande également quels sont nos contacts avec l'opposition libyenne. Ces contacts se déroulent-ils exclusivement par l'intermédiaire des États-Unis? Ceux-ci ont longtemps tergiversé. Certains

prédécesseurs de l'actuel président auraient œuvré bien plus rapidement en faveur d'une zone d'exclusion aérienne. Les présidents conservateurs qualifient depuis longtemps déjà Kadhafi de chien fou du Moyen-Orient. Aujourd'hui les alliés du club anti-impérialiste, qui considéraient Kadhafi comme un excentrique, se sont enfin ralliés avec conviction à ce point de vue.

Je demande au gouvernement de continuer sur sa lancée: tenir le Parlement informé de la situation en toute transparence, afin que nous puissions éviter que ne se reproduise le scénario que nous avons vécu concernant l'Irak.

Des accords ont-ils déjà été conclus au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'approche des flux migratoires? Le flux des réfugiés constitue également un aspect dont nous devons tenir compte.

Enfin, j'estime que ce n'est pas le moment de faire de la politique politicienne et d'adopter un comportement puéril quant à la question de savoir qui signera la résolution. Chacun souhaite discuter sereinement de cette crise mondiale. Chacun souhaite apporter sa pierre à l'édifice.

01.13 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Je suis très satisfait de la manière dont le gouvernement associe le Parlement à ce dossier, même si une décision devait être prise très rapidement. Et si la situation change, une participation étroite du Parlement doit rester garantie. Je demande même que l'approbation du Parlement soit demandée pour chaque décision concernant des opérations militaires à l'étranger, comme c'est le cas dans les autres pays.

J'estime que la communauté internationale a pris une bonne décision. Nous ne pouvons pas rester sur la touche lorsque des révoltes populaires démocratiques, dont une risque à l'heure actuelle d'être étouffée dans l'œuf par un régime dictatorial, ont lieu au Moyen-Orient. Nous avons pu constater cette nuit que de temps en temps la structure de sécurité internationale fonctionne malgré tout encore, contrairement à ce que bon nombre de personnes craignaient.

À notre estime, trois conditions importantes pour une intervention militaire sont remplies, à savoir un mandat des Nations Unies, l'approbation par la Ligue arabe et une demande d'intervention de la part de l'opposition libyenne elle-même. Toutes ces conditions étant à présent remplies, nous n'avons plus aucune excuse de rester sur la touche.

Les choses ont effectivement évolué lentement mais un processus correct a été mis au point et il a abouti à un résultat correct, à savoir un mandat des Nations Unies et une adhésion à ce mandat dans la région. Après ces efforts diplomatiques, il convient à présent de faire vite, car les troupes de Kadhafi pourraient assaillir Benghazi et prendre le contrôle de la ville d'ici quelques heures.

Même si chacun en appelle aujourd'hui à une intervention armée, cette solution ne va pas de soi. La violence n'est jamais une chose évidente. Le succès de l'opération dépend entièrement de l'implication des pays arabes et de la Ligue arabe, qui devra être garantie tout au long de la période de mise en œuvre de la résolution.

Il semble que nous nous dirigeons vers une intervention dans le cadre de l'OTAN. Nous devons nous demander si aucune autre solution n'est envisageable et si une opération de l'OTAN bénéficie du soutien de la région concernée. Cette intervention doit en outre être aussi brève que possible. Il ne peut s'agir de l'envoi d'une force d'occupation. Nous devons éviter un scénario irakien. La question se pose dès lors de savoir en quoi consiste l'objectif d'une action militaire. Même si nous devons réagir rapidement, ce but doit être défini avec précision. Nous ne devons pas prêter notre concours à la mise en œuvre d'une sorte de colonisation économique. En effet, cette région représente évidemment des intérêts gigantesques sur le plan économique et de la production pétrolière. Il serait naïf de ne pas évoquer cet aspect. Les intérêts économiques ne doivent pas éclipser les principes de respect des droits de l'homme.

Il est bon que notre pays ne se contente pas d'un rôle passif lorsqu'une opération militaire faisant l'objet d'un mandat vise à protéger une révolte populaire démocratique. Si une demande est formulée en ce sens, l'armée belge doit y participer. Au cours des derniers jours, le ministre de la Défense s'est cependant formellement opposé à la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne. À présent que nous nous dirigeons dans cette voie, je me demande s'il maintient sa position. Comment évalue-t-il les chances de réussite d'une

telle zone d'exclusion?

Le gouvernement doit communiquer de manière très claire car cette opération comporte des risques. Dans le cadre de notre participation aux opérations en Afghanistan, le gouvernement avait affirmé que les instructeurs belges ne participeraient pas aux combats, ce qui s'est ultérieurement révélé inexact.

Si le colonel Kadhafi annonce un cessez-le-feu, comment l'ONU et notre pays doivent-ils réagir? Jusqu'où veut-on aller? Quels sont les objectifs précis de l'opération militaire et quels sont les objectifs politiques? Est-on disposé à conclure un compromis démocratique avec Kadhafi? Quel est le statut du régime de transition après la résolution onusienne? Allons-nous reconnaître formellement ce régime?

Les révolutions au Moyen-Orient ne peuvent pas s'achever sur le renversement du régime existant. Un régime démocratique doit prendre sa place. En Égypte aussi, nous sommes encore loin du compte. Il s'agit de rester vigilants. À Bahreïn également, la révolte est réprimée dans la violence, avec le soutien de l'Arabie saoudite. Les verts proposent la mise en place d'un moratoire général sur les exportations d'armes pour l'ensemble de la région.

Je constate que nous sommes tous légitimement indignés. Mais cette indignation est sélective et un peu hypocrite aussi. Ceux qui fulminent à présent contre ces dictateurs sont aussi ceux qui il y a des années sont allés discuter avec ces personnages pour conclure des accords économiques. Dans le contexte de cette révolte également, la population libyenne a droit au respect des droits de l'homme. Nous devons réfléchir tous ensemble à une politique étrangère assortie d'une plus forte dimension morale et éthique. Il ne s'agit pas de montrer son indignation au cas par cas mais de suivre en permanence une ligne morale plus forte dans le domaine des relations extérieures.

01.14 Theo Francken (N-VA): Tout comme Mme Rutten, je ne crois pas que le régime libyen ait soudain vu clair et déposera les armes. Le fils de Kadhafi a déclaré il y a quelques heures que l'armée libyenne n'investirait pas la ville de Benghazi mais que des troupes anti-terroristes y seraient envoyées. Quel est le sens de ces déclarations à tout le moins ambiguës?

La résolution bénéficie manifestement d'un large appui de la Chambre. Voilà qui est clair à présent.

We go to war! Nous partons en guerre. Comme c'est souvent le cas en Afrique, l'armée libyenne est une grande armée à petit budget. Elle compte 76 000 hommes, soit le double des effectifs de l'armée belge, pour un budget de 1,7 milliard de dollars.

La motivation d'aller jusqu'au bout sera certainement présente car il s'agit d'une question existentielle pour cette armée.

Nous devons également être conscients que cette zone d'interdiction aérienne sera onéreuse et qu'elle sera mise en place pour une longue période. D'aucuns pensent que cette situation ne durera que quelques semaines mais je ne partage pas cette opinion. Il ne sera pas aisé d'éliminer la défense aérienne et les armes antichars. Le matériel libyen est vétuste mais cela ne signifie pas qu'il fonctionne mal. Les missiles libyens peuvent même atteindre l'Europe.

Je prends acte des positions du sp.a et de Groen! Ils déclarent qu'ils soutiennent cette opération mais qu'ils ne souhaitent pas être hypocrites. Les socialistes et les écologistes affirment à présent qu'il faut instaurer un moratoire en ce qui concerne les exportations d'armes vers le Moyen-Orient. Il n'appartient pas à la Chambre de prendre cette décision mais aux entités fédérées. Il est en outre facile d'adopter un tel point de vue. Je ne pense pas que des armes aient encore été livrées récemment au Moyen-Orient. J'estime que d'éventuelles livraisons doivent être soumises systématiquement à un examen approfondi.

La guerre de quatrième génération ou "*fourth generation warfare*", typique du 21^{ème} siècle, est surtout basée sur la propagande. La Libye positionnera son artillerie antiaérienne et ses chars à des endroits caractérisés par une forte densité de population. Des victimes civiles tomberont, la guerre de propagande de M. Kadhafi atteindra son but et même ici, à la Chambre, certains hommes politiques affirmeront que nous devons nous retirer. Les députés qui adopteront cette résolution doivent être conscients qu'il s'agit d'une guerre, avec toutes les conséquences que comporte une telle option.

01.15 Gerald Kindermans (CD&V): Au cours des dernières semaines, je n'ai pu me défaire de l'impression désagréable que la communauté internationale n'était pas en mesure de réagir à la situation catastrophique en Libye. Je me félicite d'assister à présent à la formation d'une sorte de force de police internationale chargée de lutter contre les pires dictateurs. Comment la Belgique peut-elle contribuer à cet effort? Qu'attend-on de nous?

Selon un article paru aujourd'hui dans le quotidien *Wall Street Journal*, l'Égypte fournirait des armes aux insurgés. Quelle est notre position par rapport à cette situation? Si l'idée d'un embargo sur les armes paraît louable, en pratique, il arrive cependant souvent que cette mesure avantage le camp du gagnant et enfonce les plus faibles.

Tout en ne s'étant pas exprimée sur la résolution, l'Allemagne s'active sur le terrain. Quels pays ont appuyé la résolution ou se sont abstenus?

01.16 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Dans ce type de dossier, une bonne collaboration est de mise. Je veux faire comprendre clairement que j'ai bien écouté les interventions.

(*En français*) La décision qui a été prise hier l'a été en faisant preuve de sagesse. Elle a été prise après s'être assuré du soutien des Nations Unies et de pays de la Ligue arabe. Le changement de position des États-Unis a été assez crucial dans ce processus car il y a encore quelques jours, ils étaient formellement opposés à l'idée d'une *no fly zone*.

Il fallait s'assurer de la légitimité d'une opération qui sera risquée. De plus, il faut un certain temps avant d'en voir les résultats. Voilà les raisons pour lesquelles j'estime que le monde a réagi très rapidement, ce qui est remarquable.

(*En néerlandais*) Ne soyons donc pas masochistes à ce sujet. Les pays européens ont réellement contribué à une décision rapide et intelligente, même si certains aspects pourraient encore être améliorés. Les conditions que la Belgique a également posées et qui viennent seulement d'être réalisées valaient la peine d'être défendues.

L'engagement de la Belgique est un engagement moral et politique qui se rallie totalement au consensus international sur le fait qu'une intervention est nécessaire en Libye. Il est évident que nous ne pouvons participer que dans la mesure de nos moyens. Il s'agit d'une question purement pratique et certainement pas d'une réticence sur le plan moral ou politique. La Belgique se conforme bel et bien à la résolution des Nations Unies. Si le Parlement adopte la résolution, la Belgique accepte de participer aux efforts demandés.

(*En français*) S'agissant de l'Union européenne, il faut tenir compte des cinq abstentions: la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil et l'Allemagne. Ce ne sont pas des petits pays dont l'avis importerait peu. Nous avons régulièrement exprimé notre volonté d'associer davantage les pays émergents à la gestion des problèmes mondiaux. Parmi ceux qui ont voté en faveur de la résolution, plusieurs pays important manquent.

La Turquie et bien d'autres pays se sont abstenus. Mais ils s'opposent également à ce régime. La condamnation de Kadhafi a été unanime. Il s'agit de discuter avec nos partenaires. Je pense à l'Inde qui souhaite exprimer certaines réserves quant à l'efficacité de telle ou telle action. Nous devons prendre ces pays au sérieux.

(*En néerlandais*) L'abstention allemande lors du vote a des raisons historiques. C'était une manière d'indiquer que l'Allemagne ne souhaite pas participer à l'opération. La chancelière Merkel est bien consciente du fait qu'un vote en faveur de la résolution au Conseil de sécurité implique l'engagement moral de participer aux actions. Si je déplore, bien évidemment, que l'UE n'ait pu parler d'une seule voix, je reste convaincu que nous devons continuer à investir dans la diplomatie européenne. Il serait souhaitable que l'UE puisse faire bloc au sein du Conseil de sécurité. C'est pourquoi nous devons continuer à œuvrer pour une meilleure cohérence des positions européennes.

D'aucuns affirment – à tort – que l'objectif de cette opération n'a pas été clairement défini. Les conclusions opérationnelles 1, 2 et 3 de la résolution définissent l'objectif. Elles ne font pas état de l'installation d'un

nouveau gouvernement. Elles font d'abord référence à la nécessité d'arrêter le bain de sang et d'évoluer vers une transition pacifique, dans le respect de valeurs telles que la démocratie, l'État de droit, etc.

Dans le contexte d'un gouvernement en affaires courantes, il est sage de veiller à ce que tant le gouvernement que le Parlement s'expriment clairement dans ce dossier. Le gouvernement et le Parlement doivent décider ensemble et prendre ensemble leurs responsabilités vis-à-vis du peuple libyen qui a également droit à son printemps.

01.17 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Il est clair, Mme Rutten, qu'au sein de l'UE la France et l'Angleterre ont pris la direction des opérations. Avec le Canada et les États-Unis, ces deux pays veulent intervenir immédiatement pour protéger la population. Ils mettent déjà ainsi partiellement en œuvre la résolution, avant que l'Otan ne soit prêt à protéger totalement la zone d'exclusion aérienne.

Comme il est indiqué clairement dans la résolution, il ne peut être question d'une force d'occupation (*occupation force*). Ce n'est d'ailleurs pas davantage prévu dans la mission dévolue à la Belgique dans le cadre de la Nato Reaction Force (NRF).

Si l'OTAN demande d'engager les moyens disponibles dans le cadre de sa Force de réaction (NRF), ceux-ci n'incluront pas de troupes terrestres belges. C'est très clair. Pour en savoir plus sur l'ensemble des actions qui pourront bel et bien être réalisées, je vous renvoie à la conférence sur la constitution des forces de l'OTAN, qui terminera en tout état de cause ses travaux dimanche prochain et qui ne manquera pas d'adresser également une demande à notre pays. Celle-ci sera alors étudiée au sein de cette commission.

Une réunion entre l'Union européenne et la Ligue arabe aura également lieu demain. C'est important, étant donné que la Ligue arabe est la garante du soutien régional à cette opération.

À mes yeux, faire l'amalgame entre cette question et le débat sur l'Afghanistan relève vraiment du mauvais goût. Il s'agit d'une logique et d'un engagement distincts.

(*En français*) Nos collègues Bacquelaine, Brotcorne et Vercamer soutiennent les propositions du gouvernement. Des considérations très intéressantes ont été émises sur la politique plus globale et celle des ONG. Et l'on met déjà en perspective les opérations post-militaires. L'opération militaire sera unique. Ensuite, viendra le processus de stabilisation et de démocratisation du pays.

(*En néerlandais*) M. Luyckx n'est pas sans savoir que la décision relative à l'exécution des opérations est prise par le gouvernement et que le Parlement exerce en l'espèce un contrôle *a posteriori*. Parfois, le contrôle en temps réel est préférable. Les membres du gouvernement sont immédiatement tombés d'accord sur la nécessité d'un consensus au sein du Parlement. Je suppose que ce dernier apprécie cette démarche. Ce principe ne doit pas empêcher le gouvernement et le commandement sur le terrain d'assumer leurs responsabilités et de mettre en œuvre les décisions prises aujourd'hui. Le Parlement sera à nouveau impliqué si nous en arrivons à une nouvelle phase. L'assemblée législative définit les options politiques fondamentales, mais la mise en œuvre sera basée sur le consensus existant au sein du Parlement concernant l'application de cette résolution.

La portée des armes dont dispose le régime de M. Kadhafi représente une menace pour l'île de Malte. Des actes terroristes ne sont pas non plus exclus. L'OCAM et les services de renseignement militaires suivront les événements avec attention. La menace est évaluée en permanence.

Je ne me suis pas opposé à l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne. J'ai simplement déclaré que je doutais de la possibilité de voir l'ONU sortir une résolution étant donné les circonstances difficiles dans lesquelles nous nous trouvons.

Je suis particulièrement satisfait du fait qu'aucun veto n'ait été prononcé contre la résolution. Par ailleurs, les membres permanents ont assumé leur rôle dans des circonstances très difficiles. Les cinq abstentions évoquées par le ministre Vanackere témoignent évidemment du fait que la prise de décision n'a pas été facile.

La résolution étant là nous devons à présent contribuer à sa mise en œuvre. Les règles d'engagement (*rules*

of engagement) doivent être claires, mais elles devront aussi être fermes afin de pouvoir atteindre les objectifs.

Que les choses soient claires: la mise en oeuvre d'une zone d'exclusion aérienne implique de neutraliser des avions libyens en vol. Il s'agit d'une action offensive sur le terrain. Celle-ci consiste également à neutraliser la défense aérienne du régime libyen, en raison du danger qu'elle représente pour les avions qui seront engagés. Il faut donc savoir clairement ce qu'implique l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, c'est pourquoi celle-ci doit être bien définie dans les règles d'engagement. Il s'agit d'une mission difficile. J'espère que l'on utilisera pas de boucliers humains pour compromettre l'efficacité de notre opération.

Je tiens à rappeler les recommandations de la Commission Rwanda. L'engagement des troupes sur le terrain et des F-16 dans les airs nécessite un mandat clair. Nous devons avoir confiance dans l'expérience de nos pilotes et de nos soldats. Comme toujours, nous veillerons à ce que la population civile soit épargnée autant que possible.

Si une demande en ce sens nous est adressée, nous pourrions déployer un dragueur de mines qui participera au contrôle de l'embargo sur les armes. Ce navire est déjà sur place dans le cadre de l'opération *Active Endeavour*. Par ailleurs, nos F-16 pourront également contribuer à l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne. Comme je l'ai déjà mentionné, sept appareils sont actuellement stationnés sur le territoire grec. Dès qu'ils seront armés, ils pourront le cas échéant effectuer leurs missions.

01.18 Theo Francken (N-VA): Les Français et les Anglais seraient déjà en route pour la Libye. Cette information est-elle exacte?

01.19 Daniel Bacquelaine (MR): La réponse du gouvernement nous a rassurés sur la réelle volonté de notre pays d'être associés aux mesures de protection de la population civile. Est-il exact qu'il y ait des réunions prévues ce soir ou ce week-end à l'initiative de la France? Comptez-vous y être associé, ainsi qu'aux premières mesures à prendre pour la protection des populations civiles en Libye?

01.20 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Le ministre des Affaires étrangères a demandé d'être indulgent pour la situation historique particulière de l'Allemagne. C'est exact. On agit encore avec beaucoup de circonspection en Allemagne lorsqu'il s'agit d'opérations militaires. En notre qualité de parlementaire, nous devrions être les premiers à comprendre que le gouvernement allemand souhaite également consulter le Parlement avant de prendre de telles décisions. Je respecte cette position. Mais si l'Union européenne veut parler d'une même voix au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, nous devons résoudre ce problème et il est alors dommage que l'Allemagne reste prudente dans ce dossier.

Le ministre de la Défense a souligné que le Royaume-Uni, la France et les États-Unis prendront l'initiative dans les prochaines heures et les prochains jours. L'un des pays de la Ligue arabe sera-t-il associé à leurs initiatives ou seuls les pays occidentaux seront-ils actifs sur le terrain?

Je n'accorde pas une grande crédibilité au cessez-le-feu. On ne peut prendre au sérieux quelqu'un comme le colonel Kadhafi. Je n'ai pas reçu de réponse à la question de savoir comment la situation peut être évaluée de manière réaliste sur le terrain.

La communauté internationale a évité de justesse une situation comme celle qui s'était produite à Srebrenica. Même si un résultat a été obtenu aujourd'hui, il ne faut pas oublier qu'il était presque trop tard.

J'espère que notre pays continuera également à jouer un rôle moteur et qu'il ne laissera pas uniquement l'initiative aux grands pays. Nous ne pouvons plus adopter une attitude attentiste mais nous devons montrer au monde entier que nous serons fermes.

01.21 Gerolf Annemans (VB): Ce gouvernement est un gouvernement d'affaires courantes. Il doit être conscient de la précarité de son mandat. En qualifiant de prudents les actes qu'il peut poser à la lueur de la résolution, nous ne montrons pas encore prudents assez.

J'aurais aimé que l'on m'explique quelles actions concrètes nous allons entreprendre sur place et quels seront nos partenaires. Les informations que nous avons reçues aujourd'hui à propos de la composition

précise de la coalition contre Kadhafi étaient beaucoup trop imprécises. La situation en Libye ne se caractérise pas simplement par l'existence d'une opinion publique opposée à ses dirigeants politiques. Non, la jamahiriya dont Kadhafi refuse même de se considérer comme le président constitue un régime aux contours flous, une structure quasi médiévale dont les membres se rencontrent tous les x ans pour entendre un discours du colonel Kadhafi. Si ce dernier venait à disparaître, nous nous retrouverions face à la jamahiriya, une structure qui n'en est en réalité pas une.

Ne perdons pas davantage de vue que Kadhafi manie la propagande sans le moindre scrupule. Il enverra dans le ciel des avions civils arborant des insignes militaires pour qu'ils se fassent abattre et nous reprochera ensuite d'avoir abattu des avions civils. Nous sommes en présence d'un personnage imprévisible, dans tous les sens du terme. J'éprouve donc un malaise certain face à l'enthousiasme manifesté par ceux qui se disent convaincus que nous pouvons résoudre les problèmes en Libye. Dès lors, j'en appelle à ce gouvernement pour qu'il respecte très strictement le mandat qui lui a été conféré.

01.22 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Une implication maximale des pays arabes constitue une condition essentielle de succès. Je pense pour ma part que ces pays doivent participer à l'opération militaire.

Je me réjouis de voir le gouvernement uni. J'espère à présent que sa communication concernant la suite des événements sera tout aussi claire. Quelles sont les limites d'une intervention armée? Quelle attitude les forces internationales doivent-elles adopter s'il s'avère que Kadhafi se dit favorable à une solution politique mais qu'une telle option est rejetée par les insurgés? Comment encourager le processus de démocratisation? La résolution ne constitue qu'une première étape.

M. Francken doit se tenir mieux informé. Le SPF Économie conserve toujours une compétence. Au cours des années et des mois écoulés, il y a encore eu des exportations de matériel militaire, vers la Jordanie et le Liban en 2010, vers Israël et Bahreïn en 2009.

Nous devons ouvrir le débat sur une réorientation structurelle de notre politique en matière d'exportation d'armes et de nos relations étrangères. Nous devons renforcer la dimension éthique de nos choix. La destination finale des armes que nous exportons n'est pas toujours claire. Je demande avec insistance la tenue à moyen terme d'un débat sérieux sur ce thème.

01.23 Patrick Moriau (PS): Je remarque que l'Europe reste à construire.

Merci aussi aux ministres pour leurs réponses très claires. Le mandat est d'arrêter le massacre, sans pour autant vouloir résoudre tous les problèmes du monde. Nous sommes en guerre. La décision est très grave et va avoir un effet domino dans la région.

S'ajoute à cela le problème posé par l'information; celle diffusée par Al-Jazeera est différente à mesure qu'on se rapproche du Qatar.

De plus, il y a l'impatience nourrie par l'augmentation du chômage et les délais à respecter pour installer parlement et gouvernement. Là aussi nous avons un rôle capital à jouer. C'est pourquoi je vous demande pourquoi cette commission ne s'instaure pas comme commission de suivi. L'enjeu du bassin méditerranéen est en effet essentiel.

Le **président**: Le 23 et le 30 mars, nous auditionnerons des experts au sujet de la situation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

01.24 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Le gouvernement reste évidemment à la disposition du Parlement pour que nous puissions approfondir encore ce dossier. Il s'indique toutefois à présent de veiller à ce que la décision de principe prise par le gouvernement bénéficie d'une large adhésion du Parlement.

Les exposés et l'échange de vues se terminent à 16 h 43.

De vergadering wordt geopend om 14.21 uur en voorgezeten door de heren François-Xavier de Donnea en Denis Ducarme.

De **voorzitter**: Geachte collega's, we komen vandaag bijeen om kennis te nemen van een

regeringsmededeling over de beslissingen die werden genomen naar aanleiding van de resolutie die de VN vannacht met betrekking tot Libië heeft aangenomen.

01 De toestand in Libië: uiteenzetting door de eerste minister, de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en de minister van Landsverdediging, en gedachtewisseling

01.01 Eerste minister **Yves Leterme** (*Frans*): Ik heb deze namiddag een verplichting in Den Haag. Daarom zal ik nu een korte inleiding geven. Vervolgens zullen de ministers Vanackere en De Crem de toestand verder toelichten en op uw vragen antwoorden.

(*Nederlands*) Ik dank de voorzitter en de diensten van de Kamer om deze commissie op korte termijn op onze vraag samen te roepen. Het toont ook de betrokkenheid van de volksvertegenwoordigers aan. Wij hebben al meermaals van gedachten gewisseld over de toestand in Libië. Afgelopen nacht heeft de VN-Veiligheidsraad resolutie 1973 goedgekeurd. Dat houdt een substantiële wijziging in van de houding van de internationale gemeenschap, waardoor er een nieuw parlementair debat nodig is.

(*Frans*) Ondanks de signalen van de internationale gemeenschap, meer bepaald resolutie 1970 van 26 februari, is het geweld in Libië toegenomen.

De oproep om het gebruik van geweld te staken, de klacht tegen Kadhafi bij het Internationaal Strafhof, de schorsing van Libië in de VN-Mensenrechtenraad en het bevriezen van de financiële transacties waren belangrijke signalen, die echter jammer genoeg niet tot het gewenste resultaat hebben geleid.

(*Nederlands*) Ook ons land is uitermate bezorgd over het toenemend geweld en de aangekondigde vergeldingsacties van de troepen van Kadhafi. In Libië worden de mensenrechten systematisch geschonden, via onder meer vrijheidsberovingen, gedwongen verdwijningen, foltering en executies. Journalisten en humanitaire organisaties worden tegengewerkt en geïntimideerd. De bevolking in Libië heeft geen enkele bescherming tegen deze wrede daden.

(*Frans*) Vanochtend heeft de ministerraad beslist dat ons land zal deelnemen aan de militaire acties die zullen worden ondernomen ter uitvoering van resolutie 1973, die gisteren door de Veiligheidsraad werd aangenomen.

(*Nederlands*) Vanochtend om 11.00 uur heeft de ministerraad dan beslist om deel te nemen aan de militaire acties in uitvoering van VN-resolutie 1973.

(*Frans*) Over de precieze omschrijving en concrete vorm van de deelname aan de militaire acties wordt in de komende uren overlegd en beslist.

(*Nederlands*) Over de concretisering van de deelname aan de militaire acties zal er in de komende uren verder overlegd en beslist worden.

De ministers van Buitenlandse Zaken en van Defensie zullen nu meer uitleg verschaffen over resolutie 1973 en de concrete mogelijkheden van ons land om er mee uitvoering aan te geven.

01.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Vannacht werd in de VN-Veiligheidsraad in New York een resolutie aangenomen. Ik begrijp dat veel parlementsleden via deze commissievergadering betrokken willen worden bij dit belangrijke moment, dat in het licht van de verantwoordelijkheid die ons land moet nemen, niet zonder groot gewicht is.

Resolutie 1973 werd vannacht met 10 stemmen voor en 5 onthoudingen aangenomen.

(*Frans*) China, Rusland, Brazilië, India en Duitsland hebben zich bij de stemming onthouden.

De voorbereidende onderhandelingen werden vooral geleid door het Verenigd Koninkrijk en Frankrijk, in nauwe samenwerking met Libanon, dat optrad als spreekbuis van de Arabische Liga. Nadat de Arabische Liga op 12 maart haar steun betuigd had voor de no-flyzone, nam ook de VS een leidende rol op zich.

(Frans) Wat resolutie 1973 betreft, zou ik toch een aantal punten willen belichten.

(Nederlands) De resolutie geeft de staten de machtiging om alle noodzakelijke middelen te gebruiken om de burgerbevolking te beschermen, met uitzondering van een buitenlandse bezettingsmacht. Daarnaast wordt er een machtiging gegeven om een no-flyzone te installeren en een wapenembargo af te dwingen. Ook wordt het sanctiemechanisme van resolutie 1970 versterkt.

Dat er geen bezettingsmacht, een *occupation force*, kan worden ingezet op Libisch grondgebied, verhindert een mogelijke deelname van grondtroepen aan een militaire operatie niet. Het betekent alleen dat er geen bezetting door vreemde troepen kan plaatsvinden. Niemand wil een nieuw Irakscenario.

(Frans) Ik benadruk ook dat in de resolutie de lidstaten van de Arabische Liga er expliciet toe worden opgeroepen met de andere leden van de Verenigde Naties samen te werken voor het opzetten van de militaire acties.

Van meet af aan heeft de Belgische regering benadrukt dat er eerst aan drie voorwaarden moet worden voldaan alvorens er een militaire actie kan worden uitgevoerd: die actie moet het Libische volk duidelijk ten goede komen; ze moet de steun en medewerking genieten van de landen in de regio – met name van de Arabische landen; en ten derde, ze moet een op VN-resolutie gestoelde, ondubbelzinnige juridische grondslag hebben.

(Nederlands) Aangezien de drie voorwaarden vervuld zijn, kan de regering zich nu scharen achter de internationale steun voor een actie. Resolutie 1973 geeft de staten of regionale organisaties de machtiging om daaraan mee te werken. Er is een belangrijke rol weggelegd voor de Arabische Liga. De NAVO werkt momenteel aan de implementatie van resolutie 1973.

Er zijn nog geen concrete bijdragen gevraagd aan België, noch in het kader van een *coalition of the willing*, noch in NAVO-verband.

Voor mij mag er naast de huidige drie voorwaarden nog een vierde voorwaarde zijn: voldoende rugdekking van het Parlement. Ik ben zeer blij dat deze commissie zo snel bijeen kon komen zodat het principiële groene licht van de ministerraad van deze ochtend door het Parlement kan worden gedekt.

01.03 Minister **Pieter De Crem** (Frans): De resolutie van de Veiligheidsraad is in de eerste plaats gericht op het instellen van een no-flyzone en van een controle op het embargo. In het licht daarvan zal België F-16's en een marineschip naar de regio zenden.

(Nederlands) Het objectief van de VN-resolutie is het vestigen van een no-flyzone, de bescherming van de burgerbevolking en de problematiek van het wapenembargo. Defensie kan het volgende inzetten: F-16's voor de no-flyzone en de bescherming van de burgerbevolking, fregatten met een boarding team en/of mijnenjagers, monitoring – maar zonder boarding team – voor de controle op het wapenembargo.

Binnen de NAVO bestaat de NATO Reaction Force (NRF). Ons land heeft, na goedkeuring binnen de regering, op een eerder moment voor 2011 al middelen ter beschikking hiervan gesteld.

(Frans) België heeft de Narcis ter beschikking gesteld van die NRF.

(Nederlands) De Narcis is een mijnenjager die op dit moment reeds aanwezig is in de Middellandse Zee onder bevel van de SACEUR, de militaire opperbevelhebber van de NAVO. De Narcis doet aan monitoring in het kader van terrorismebestrijding en heel in het bijzonder binnen de heel specifieke operatie Active Endeavour. Dan zijn er nog zes F-16-toestellen en vier militaire logistiekers.

Ik heb vernomen dat de NAVO nog niet de intentie zou hebben om de NRF te ontplooiën, maar dat aan de partnerlanden wel wordt gevraagd of ze de middelen die ze aan de NRF aanbieden, zouden kunnen inzetten. Dit laat België bijvoorbeeld toe van de zes F-16's die in het aanbiedingspakket zitten, er vier in te zetten.

De Narcis bevindt zich op dit moment reeds in de operatiezone en zeven F-16's bevinden zich in

Griekenland.

(Frans) De Narcis bevindt zich al in de Middellandse Zee en zeven F-16's nemen deel aan een oefening op het Griekse grondgebied.

De **voorzitter**: Ik zal het woord geven aan wie dat wenst. Daarna zal er een voorstel van resolutie worden rondgedeeld dat al door een aantal collega's werd ondertekend. Ik zal u wat tijd geven om er kennis van te nemen. Het voorstel kan worden geamendeerd. De amendementen zullen worden besproken en daarna gaan wij over tot de stemming van de artikelen. Geen bezwaar? (Neen)

01.04 Patrick Moriau (PS): Dit is een heel belangrijk moment. U hebt de steun van het Parlement, mijnheer de minister, want gelet op de grote ernst van de toestand, kan er geen sprake zijn van lopende zaken.

Wij zien een bevolking die als het ware ontwaakt. Er is zich vandaag in de Arabische wereld een nieuwe politieke ruimte aan het aftekenen, tussen tirannie en jihadisme, tussen Ben Ali en Bin Laden. Dat is enorm hoopgevend voor de jongeren.

Er kan geen sprake meer van zijn om passief toe te kijken, gelet op de daden van deze groteske tiran die iedereen graag wil zien vertrekken. Daarenboven heeft de VN-Veiligheidsraad resolutie 1973 aangenomen, volgens welke het toegestaan is alle noodzakelijke middelen in te zetten om de troepen van de Libische leider terug te dringen als het geweld tegen de bevolking aanhoudt.

Als we de stabiliteit in het land en in de regio willen herstellen, zullen we goed moeten afwegen welke middelen we zullen inzetten. De regering heeft bevestigd dat ons land paraat staat om deel te nemen aan een eventuele militaire operatie in Libië. Die beslissing, waarover er een ruime consensus bestaat, is louter op humanitaire en democratische overwegingen gestoeld.

Aangezien alle voorwaarden voor een dergelijke interventie nu zijn vervuld, moet België in het kader van een internationale troepenmacht een nieuw bloedbad helpen voorkomen. Al mag men pas in laatste instantie gebruik maken van geweld, men kan niet dulden dat er misdaden tegen de mensheid worden begaan om de democratische verzuchtingen van een volk neer te slaan.

Los van de toestand in Libië dient vastgesteld dat er overal in het Middellandse Zeebekken en het Midden-Oosten protestbewegingen de kop opsteken. Ons land, de Europese Unie en de NAVO moeten de ontwikkelingen op de voet volgen en moeten alle initiatieven ondersteunen die bijdragen tot de totstandkoming van een democratisch bestel.

De stabiliteit van die regio is van essentieel belang voor de eerbiediging van de democratische waarden in de hele wereld, want de Arabische volkeren nemen momenteel hun toekomst in eigen handen. Wij moeten ons aan hun zijde scharen.

Tot slot wil ik vragen dat indien wij grondtroepen zouden sturen, men het Parlement opnieuw zou bijeenroepen en men rekening zou houden met de aanbevelingen van de Rwandacommissie.

01.05 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Het siert het Parlement dat wij na het debat van gisteren in de plenaire vergadering vandaag toch opnieuw kunnen samenkomen om kort op de bal te spelen in de kwestie Libië. De internationale gemeenschap heeft accuraat gereageerd. Na de beslissing van de VN-Mensenrechtenraad werd eventjes de kat uit de boom gekeken omdat men dacht dat alles wel in orde zou komen en men de mensen daar ter plaatse aan zet wilde laten. De vorige dagen werden we echter geconfronteerd met gespieerde taal en grof geweld vanwege het regime-Kadhafi. We mogen dus nu geen tijd meer verliezen.

Open Vld is blij met de VN-resolutie. Een resolutie aannemen is een zaak, op het terrein de juiste beslissingen nemen is een andere. Daarom willen wij nu bekijken hoe de resolutie kan worden uitgevoerd. Dit is een historisch moment omdat het hier gaat over de *responsibility to protect*. Niet alleen diplomatieke druk en sancties, maar ook het ingrijpen zelf staan in de VN-resolutie die vannacht is goedgekeurd. Het komt er nu op aan de daad bij het woord te voegen.

Op dit unieke moment, waarbij de *responsibility to protect* wordt ingeroepen, is het heel vreemd dat de

Europese Unie ter zake een verdeeld standpunt heeft ingenomen. De EU-lidstaten die in de VN-Veilighedsraad zetelen, slaagden er niet in een eenzijdig standpunt te formuleren. Hoe is die verdeeldheid te verklaren? Is er sprake van Europees overleg en coördinatie? Of keren wij hier echt terug naar afzonderlijke lidstaten of naar NAVO-samenwerking?

De resolutie laat verschillende acties toe, zowel door individuele lidstaten als in samenwerkingsverband. Hoe zal België optreden? Zullen wij alleen in NAVO-verband opereren of eventueel samen met enkele afzonderlijke landen? Welke middelen zullen worden ingezet? Overwegen wij F-16's en mijnenvegers in te zetten? Is België eventueel bereid om ook grondtroepen te leveren?

De resolutie roept op tot een staakt-het-vuren in Libië. Naar verluidt zou Libië daarop nu ingaan. Zelf geloof ik dat niet, aangezien gisteren nog door het regime-Kadhafi werd verklaard dat iedereen die verantwoordelijk is voor de opstand, zou worden terechtgesteld. Hoe ernstig neemt de internationale gemeenschap dat plotselinge nieuwe standpunt? Moet daarover niet worden overlegd binnen de internationale gemeenschap?

Wat er ook gebeurt, elk optreden moet worden gemeld aan de VN en aan de Arabische Liga.

Het klopt dat elke actie steun nodig heeft op het terrein en vanuit de regio, maar dat men ook de Arabische Liga moet op de hoogte brengen, schept een precedent. De Liga is een regionale organisatie binnen de VN. Past die strategie in de hervorming van de VN?

We moeten de vinger aan de pols houden. Met onze resolutie, die ik namens de Open Vld-fractie mee ondertekend heb, neemt het Parlement een belangrijk initiatief. We voegen de daad bij het woord en herstellen een stukje geloofwaardigheid van de internationale gemeenschap. We laten zien dat wij de mensenrechten en de *responsibility to protect* ernstig nemen.

01.06 Daniel Bacquelaine (MR): De omstandigheden vergen een snelle besluitvorming. We worden immers geconfronteerd met misdaden tegen de mensheid en met de onderdrukking van een geweldige vrijheidsdrang. Nu de Arabische lente is aangebroken, mogen we niet terugdeinzen voor onze verantwoordelijkheid. De internationale gemeenschap moest dringend een standpunt innemen dat de menselijke waardigheid eer aandoet. Wat er in het verleden ook is gebeurd, ik wil mijn waardering uitdrukken voor de inspanningen die Frankrijk en Groot-Brittannië hebben geleverd. Als we op de Europese Unie hadden moeten wachten, zou de toestand nog hachelijker zijn. Een en ander doet vragen rijzen over de manier waarop er met dergelijke ernstige situaties wordt omgegaan.

Een aantal vragen blijft onbeantwoord. Wat is de inzet van het militair optreden? Men heeft verklaard dat België beschikbaar zou zijn; ik zou liever hebben dat wij onze bereidwilligheid in het kader van de *coalition of the willing* duidelijker lieten blijken. Wat is in dit verband het standpunt van de regering? Staat België op de reservelijst? Wachten wij af hoe de zaken evolueren na een eerste optreden?

Hoe zal het optreden er op militair vlak uitzien? Als wij de burgerbevolking bescherming moeten bieden, moeten er dan luchthavens, communicatiecentra, raketbasissen worden uitgeschakeld...

Wat zijn de doelstellingen van een operatie en wat betekent 'alle noodzakelijke maatregelen'? Hoe interpreteert u resolutie 1973?

Hoe ziet u de rol van de NAVO en de relatie tussen de NRF en de EU-landen, de Verenigde Staten, Canada, Libanon en de landen van de Arabische Liga?

Ten slotte is het van groot belang dat België het voortouw neemt om de waardigheid te vrijwaren van volkeren voor wie democratie, vrijheid en mensenrechten geen loze begrippen zijn. En ik wens dat onze regering ons land in zijn geheel en natuurlijk ook ons Parlement zou betrekken bij die zeer krachtige steun aan de burgerbevolking en de Libische jeugd, die thans het slachtoffer zijn van een uiterst bloedige repressie.

01.07 Dirk Van der Maelen (sp.a): De samenwerking met de regering over deze operatie verloopt opmerkelijk vlotter dan die over de operatie in Afghanistan. Wij hebben nog altijd geen volwaardig plenair debat gevoerd over de operatie in Afghanistan, maar het debat over Libië wordt tenminste wel ernstig gevoerd.

Gisteren in de plenaire vergadering heb ik de vrees uitgesproken dat de Libische revolutie tragisch en bloederig zou eindigen en heb ik mij samen met anderen uitgesproken voor een interventie vanuit het principe van *responsability to protect*. We moeten wel beseffen dat een militaire operatie riskant en gevaarlijk is. Dat was ook zo in het verleden voor de operatie in Kosovo. Wij moeten onze bijdrage aan de operatie-Libië goed doordacht en overlegd bepalen en erop rekenen dat de bevoegde ministers in Europa en de andere internationale instellingen op dezelfde doordachte en voorzichtige manier te werk gaan.

Het grote gevaar ligt in het feit dat de onmiddellijke doelstelling niet uit de resolutie van de Veiligheidsraad blijkt. Is het de doelstelling om tot een wapenstilstand te komen en om de rebellen te versterken? Of gaan we die wapenstilstand gebruiken om diplomatiek overleg te voeren? Is de doelstelling het regime-Kadhafi te verwijderen? De kans is namelijk klein dat hij uit zichzelf vertrekt.

De diverse doelstellingen vereisen een ander soort militair optreden. Het beschermen van de burgerbevolking of het voeren van onderhandelingen, kan met *low-intensity* militaire activiteiten. We moeten onszelf echter niets wijsmaken als we Kadhafi weg willen. Een no-flyzone en een no-drivezone hebben we ook al in Kosovo geprobeerd. De Serviërs gingen met hun tanks midden in de steden staan, waar men ze niet durfde te raken. Deze doelstelling kan enkel bereikt worden met een heel riskante operatie, zeker als het een tijdlang aansleept. Nu zijn de Arabieren het er nog mee eens dat er iets gebeurt, maar wat als het conflict een tijd duurt of bloederig wordt?

We moeten dus voorzichtig zijn. Ik wil van de regering zo snel mogelijk duidelijkheid. Voor welke optie wordt er gekozen?

We moeten ook lessen trekken uit Afghanistan en Irak. Het is nu niet duidelijk op welke basis we Libië kunnen democratiseren. Gaan we in zee met de Raad van de oppositie? De leider daarvan is de minister van Justitie. In Afghanistan is niemand trots op de samenwerking met het regime van president Karzai. We moeten niet zelf een natie gaan willen vormen of een regering gaan installeren. We moeten dat overlaten aan de Arabische Liga of een andere Arabische coalitie.

Wat is de kostprijs van een Belgische bijdrage? Wij zullen daar zeker op terugkomen in het begrotingsdebat, waar wij zullen pleiten om onze bijdrage aan de dure en zinloze oorlog in Afghanistan af te bouwen om de daar vrijgemaakte middelen bij voorkeur te gebruiken voor onze inzet in Libië. Die operatie heeft veel meer zin dan de operatie in Afghanistan met tienduizenden slachtoffers. We kunnen het geld van de belastingbetaler beter besteden.

Ik heb twee amendementen ingediend om afspraken te maken met de regering op langere termijn over de betrokkenheid van het Parlement. Het eerste amendement gaat ervan uit dat het mandaat van de Veiligheidsraad wel eens onvoldoende zou kunnen zijn en dat er een nieuwe resolutie komt. Ik stel voor dat ook in dat geval de regering naar het Parlement komt om een debat te voeren.

Met dit soort operaties weten we waar we aan beginnen, maar niet waar we zullen eindigen. Binnen één veiligheidsresolutie kunnen er grote veranderingen ontstaan. Als er belangrijke wijzigingen komen in de bijdrage van België, dan vraag ik om dezelfde procedure toe te passen en eerst in het Parlement een debat te organiseren. Ik bestouw de geste van de regering om dat vandaag te doen, als een uitgestoken hand, die ik graag aanneem, tenminste als we in de toekomst op dezelfde manier kunnen blijven samenwerken.

01.08 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Ik dank de regering voor haar snelle reactie op de resolutie, die pas gisteren om 23 uur in de VN-Veiligheidsraad werd aangenomen.

Gisteren heeft men in de plenaire vergadering de EU en België een te grote passiviteit aangewreven. Thans beschikken we over een duidelijk mandaat. Laten we hopen dat het niet te laat is en dat we nog efficiënt kunnen ingrijpen.

De afgelopen dagen hebben we de nodige ruchtbaarheid gegeven aan de eisen van de Nationale Overgangsraad (NTC) – thans het legitieme gezag van het Libisch volk – om een no-flyzone in te stellen en luchtaanvallen uit te voeren ter ondersteuning van de opstandelingen, omdat de onderdrukking door de Kadhafi-getrouwen steeds gewelddadigere vormen aanneemt. De Arabische Liga heeft zich bij die eisen

aangesloten, en we doen dat vandaag ook, want het is onze plicht om in te grijpen, als blijkt dat er misdaden tegen de mensheid worden begaan!

Gelet op de verslechterende situatie moeten we nu snel handelen. De troepen die Kadhafi trouw blijven, onderdrukken de opstand op bloedige wijze: volgens bepaalde getuigenissen wordt er napalm gebruikt, worden er executielijsten opgesteld, enz.

Gisteren en in de dagen voordien is men het eens geworden over politieke, diplomatieke en economische sancties (een visaverbod, het bevriezen van de tegoeden). Er werd ook een moratorium afgekondigd voor de toekenning van exportlicenties. Die maatregelen zijn ontoereikend gebleken, want Kadhafi was steeds minder in toom te houden.

Vandaag beschikken we over die resolutie 1973, waarmee aan de drie voorwaarden is voldaan: de vraag komt vanuit het volk en haar nieuwe overheid, de Nationale Overgangsraad; ze wordt gedragen door de Arabische Liga; en de VN heeft net een duidelijk mandaat vastgesteld.

Ecolo en Groen! scharen zich achter deze resolutie, die een militair ingrijpen mogelijk maakt; de *rules of engagement* moeten nu worden afgesproken. Het moet een gerichte en welomlijnde actie zijn, die beperkt is in de tijd. Ze zal geregeld opnieuw geëvalueerd moeten worden, want de toestand wijzigt van uur tot uur.

De beveiliging van humanitaire corridors, onder meer vanuit een aantal bevrijde havens, mag niet uit het oog worden verloren.

Er zal voort op moeten worden toegezien dat de sancties, met name het wapenembargo, correct worden toegepast. De opstandelingen onderschepten namelijk op dinsdag 15 maart nog een schip met bijna 23.000 ton in Libië gekochte aardolie dat onder Griekse vlag voer.

De Belgische regering moet ook elke vorm van intimidatie of vergelding tegen Libiërs of tegen Belgen van Libische origine voorkomen. Degenen die hebben durven spreken, vrezen thans voor vergeldingen.

Die krachtige maatregelen zijn thans onontbeerlijk. Wij zijn bereid om over deze resolutie te praten en wij zijn gewonnen voor een concrete militaire, politieke en diplomatieke invulling ervan.

Die operaties zijn niet zonder risico, maar wij beschikken over de nodige manschappen en het nodige materieel. Ik dring erop aan dat de regering de nodige beslissingen samen met het Parlement en in alle transparantie zou nemen.

01.09 Stefaan Vercamer (CD&V): Ik wil de regering danken dat ze met het Parlement van gedachten komt wisselen over de internationale actie tegen het regime van Kadhafi.

Elke militaire actie houdt risico's in en is altijd de allerlaatste optie. In dit geval is het de enige uitweg om geweld tegen onschuldige burgers te stoppen. Wij steunen de beslissing om kort op de bal te spelen en tot actie over te gaan.

Onmiddellijk rijst de vraag wat er na de interventie moet gebeuren. Welke initiatieven zal Europa nemen op politiek en diplomatiek vlak om in de toekomst de veiligheid van de burgers te garanderen, de mensenrechten te vrijwaren en vrijheid en democratie te waarborgen? Wij vragen om meteen op zoek te gaan naar gesprekspartners, want Europa moet een voortrekkersrol spelen omdat Libië eigenlijk een buurland is.

Onze acties moeten een duidelijk signaal zijn aan de Libische bevolking dat we ze steunen in hun streven naar meer vrijheid en democratie. Dat moet gebeuren door steun op het terrein, door repatriëringen en door de opvang van vluchtelingen.

01.10 Christian Brotcorne (cdH): Terwijl we gisteren nog allemaal ons beklag deden over de trage reactie van de internationale gemeenschap, stellen we vast dat vandaag plots alles mogelijk is, nu de Veiligheidsraad zich heeft uitgesproken. Zelfs landen die eerst lauw reageerden, hebben uiteindelijk de omvang van deze humanitaire crisis ingezien.

De interventie strookt met het internationaal recht, dat is natuurlijk van fundamenteel belang. Bovendien geniet ze regionale steun, aangezien de Arabische Liga de internationale gemeenschap meermaals heeft verzocht in te grijpen, of op zijn minst te reageren op de gebeurtenissen in Libië. De interventie kan ook rekenen op brede steun vanwege onze publieke opinie, die niet begreep waarom we onze mooie beloftes niet konden waarmaken door gepaste acties te ondernemen.

Ik denk dat we in het Parlement een consensus zullen vinden om het standpunt van de regering naar aanleiding van de oproep van de Verenigde Naties te onderschrijven.

Met deze aanpak bieden we ook garanties voor de veranderingen die zich in Tunesië en Egypte hebben voltrokken. Het proces met het oog op de totstandkoming van een parlementaire democratie en de eerbiediging van de mensenrechten is nog niet af.

Ik hoop dat het groen licht voor een optreden niet te laat komt en dat de doelstellingen nog bereikt zullen kunnen worden. Wat telt, is dat het Libische volk de gelegenheid krijgt zijn streven te verwezenlijken. De beslissing van de Veiligheidsraad is slechts een eerste stap. Er zal geëvalueerd en bijgestuurd moeten worden.

Ik vraag de regering aandacht te hebben voor de te verwachten gevolgen van het militaire ingrijpen voor de bevolking. Een conflict van die omvang aangaan, zal grote humanitaire gevolgen hebben.

Er moeten dringend voorbereidselen worden getroffen op militair vlak, maar ook op humanitair vlak, teneinde de betrokken bevolking de nodige bijstand te geven.

Het cdH zal de regering steunen in de beslissingen die ze zonet heeft genomen. Mocht het noodzakelijk zijn – met de goedkeuring van de VN-Veiligheidsraad – de opdracht uit te breiden, zal u absoluut opnieuw het Parlement moeten raadplegen.

Mijnheer de minister van Buitenlandse Zaken, u hebt het Parlement betrokken bij het regeeringsoptreden en ik dank u daar voor. U zal op onze steun kunnen rekenen.

01.11 Peter Luykx (N-VA): Deze ochtend namen wij het initiatief om Kamervoorzitter Flahaut te vragen deze commissie bijeen te roepen. Wij zijn blij dat op die vraag werd ingegaan en dat we vandaag opnieuw samenkomen om kort op de bal te kunnen spelen. N-VA heeft de voorbije weken meer dan eens aangedrongen op een doortastende houding van de Belgische regering inzake Libië. Gisteren hebben wij in de plenaire vergadering opgeroepen de no-flyzone te steunen. Hopelijk is deze resolutie niet 'too little, too late', gezien de recentste evoluties. Wij ontvingen immers informatie over felle gevechten in Misurata op dit ogenblik.

De invoering van een no-flyzone is de enige logische stap die kon worden gezet. Maar dit heeft consequenties en houdt gevaren in. Dit is immers geen vreedzame missie. Dit gaat over een interventie met geweld, met mogelijke slachtoffers onder de burgers.

Onze fractie steunt de resolutie. N-VA vindt het een noodzakelijke stap om verder bloedvergieten te vermijden. Wij zitten echter in een periode van lopende zaken. Namens de grootste fractie in dit Parlement wil ik uitdrukkelijk vragen dat bij alle stappen die nu ondernomen worden, het Parlement niet alleen op de hoogte moet worden gehouden, maar ook nauw betrokken moet blijven.

De Europese Unie heeft zich reeds achter resolutie 1973 geschaard bij monde van president Herman Van Rompuy en Catherine Ashton. Welke acties kan de EU ondernemen op humanitair vlak? Is er alleen een civiel of ook een militair engagement van de EU? Misschien kan door de Berlijn-plus-regeling ook een beroep gedaan worden op de installaties van de NAVO?

De hamvraag is uiteraard: wat daarna? Daarop kan nu nog geen antwoord worden gegeven, maar dat mag er niet toe leiden dat verdere actie wordt uitgesteld. Nadat de resolutie werd aangenomen uitte Kadhafi al bedreigingen ten aanzien van de VN. Hoe wordt hierop gereageerd of geanticipeerd? Kan dit leiden tot acties in België? Hoe gaat België met die dreiging om?

Is een militair ingrijpen een voorbode van diplomatieke erkenning van de rebellenbeweging door ons land, zoals Frankrijk dat al eerder heeft gedaan? Gaan wij daarover een duidelijk signaal geven? Is de resolutie ook van toepassing op de rebellenbeweging indien die zou oprukken richting Tripoli en zich daar zou wreken op de clans die Kadhafi trouw blijven? Het geweld kan immers van twee kanten komen.

N-VA heeft nog een aantal vragen over het militaire aspect van deze resolutie, maar die zal de heer Francken stellen.

01.12 Alexandra Colen (VB): Wij zijn blij dat de VN eindelijk deze resolutie heeft goedgekeurd. Wij hebben geen enkel bezwaar tegen interventies die de burgerbevolking beschermen tegen luchtaanvallen. De ontplooiing van de volksoptstanden juichen wij toe vanuit het standpunt van het zelfbeschikkingsrecht der volkeren. Liefst gebeurt het relatief vreedzaam, zoals in Tunesië en Egypte. In Libië is wat als een volksoptstand begon, ontaard in een burgeroorlog. Wij juichen de resolutie van de VN toe, maar wij zijn kritisch over de verdere afwikkeling.

Andere gevallen die begonnen met het instellen van een no-flyzone, zijn toch nog uitgemond in grondoorlogen. We moeten duidelijk weten in welke situatie we terechtkomen in Libië. We moeten goed weten wie we helpen. In Tunesië en Egypte was er een georganiseerde oppositiebeweging of gezagsfiguren die al een soort voorlopige regering hebben gevormd en verkiezingen hebben aangekondigd.

In Libië lijkt het meer om wanhoopswaardigheden van burgers te gaan, waarvan wij noch zij weten waar het naartoe gaat. Libië is een land van krijgsheren, met Kadhafi nu al enkele decennia als opperkrijgshere. Als hij weg is, wat komt er dan in de plaats?

In hoeverre zal het Westen zich, via de NAVO of de VN, engageren in het scenario dat zich na de oorlog zal ontfouwen?

De resolutie spreekt over de *member states* die in afspraak met de secretaris-generaal maatregelen moeten nemen. Gaat het over individuele *member states* of zijn er al samenwerkingsverbanden? Gaat het om de NAVO als dusdanig? Wie initieert de acties, wie coördineert ze? Is men zich nog aan het positioneren? Ik vraag mij dat af omdat Duitsland zich heeft onthouden bij de stemming.

Daarnaast vraag ik me ook af welke contacten we hebben bij de Libische oppositie. Lopen die contacten enkel via de VS? De VS zijn rijkelijk traag in beweging gekomen. Vorige presidenten zouden volgens mij veel sneller hebben geijverd voor een no-flyzone. Conservatieve presidenten noemden Kadhafi al lang *the mad dog of the Middle-East*. Nu zijn ook de vriendjes van de anti-imperialistische club, die de man voorheen aanvaardden als een excentriekeling, daarvan eindelijk overtuigd.

Ik vraag de regering om te blijven doen wat ze doet: het Parlement op de hoogte houden zodat er transparantie is en we een Irakscenario kunnen vermijden.

Zijn er al afspraken gemaakt binnen de VN-Veiligheidsraad over de aanpak van de migratiestromen? De vluchtelingstroom is ook een aspect waarmee wij rekening moeten houden.

Tot slot vind ik dit niet het moment voor bekrompen, kinderachtige spelletjes, zoals over de vraag wie de resolutie zal ondertekenen. Iedereen wil hier sereen deze crisis van wereldformaat bespreken. Iedereen wil zijn steentje bijdragen.

01.13 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Ik ben zeer tevreden over de manier waarop de regering het Parlement hierbij betreft, ook al moest er zeer snel beslist worden. Ook als de situatie wijzigt moet een nauwe betrokkenheid van het Parlement verzekerd blijven. Ik vraag zelfs om bij elke beslissing over militaire buitenlandse operaties altijd de goedkeuring van het Parlement te vragen, zoals dat in andere landen gebeurt.

Ik vind dat de internationale gemeenschap een goede beslissing genomen heeft. Wij mogen niet aan de zijlijn blijven staan wanneer er in het Midden-Oosten democratische volksoptstanden plaatsvinden, waarvan er nu een dreigt in de kiem gesmoord te worden door een dictatoriaal regime. Vannacht hebben we kunnen zien

dat de internationale veiligheidsstructuur soms toch nog werkt, in tegenstelling tot wat velen vreesden.

Voor ons zijn de drie belangrijke voorwaarden voor een militair ingrijpen vervuld, namelijk een VN-mandaat, de goedkeuring van de Arabische Liga en een vraag om in te grijpen vanwege de Libische oppositie zelf. We hebben nu al deze voorwaarden vervuld zijn, geen excuus meer om aan de kant te blijven staan.

Het ging inderdaad erg traag, maar er is een waardevol proces ontwikkeld met een waardevol resultaat, namelijk een VN-mandaat en een draagvlak daarvoor in de regio. Na de diplomatieke inspanningen moeten we nu snel te werk gaan, want het is een kwestie van uren vooraleer de troepen van Kadhafi Benghazi zouden kunnen bestoken en de stad innemen.

Iedereen vraagt nu om een gewapend ingrijpen, maar evident is dat niet. Geweld is immers nooit vanzelfsprekend. De betrokkenheid van de Arabische landen en de Arabische Liga moet gegarandeerd worden bij de verdere uitvoering van de resolutie, anders kan deze operatie niet succesvol zijn.

Het ziet ernaar uit dat het een NAVO-operatie wordt. Wij moeten nadenken of er geen alternatieven zijn en of een NAVO-operatie wel gedragen wordt door de regio. De operatie moet ook zo kort mogelijk gehouden worden. Het mag geen bezettingsmacht worden. We moeten een Irakscenario vermijden. De vraag is dan ook wat de doelstelling van een militaire actie is. Ook al moeten we nu snel reageren, die doelstelling moet precies gedefinieerd worden. We kunnen niet meegaan in een vorm van economische kolonisering, want de oliebelangen en de economische belangen in deze regio zijn natuurlijk enorm. Het zou naïef zijn om daarover niet te spreken. De economische belangen mogen wel het respect voor de mensenrechten niet overschaduwen.

Het is goed dat ook ons land niet aan de zijlijn blijft staan als een gemandateerde militaire operatie de democratische volksopstand gaat beschermen. Indien gevraagd, moet het Belgisch leger deelnemen aan die operatie. De voorbije dagen heeft de minister van Defensie zich echter uitdrukkelijk verzet tegen een no-flyzone. Nu we toch in de richting gaan, vraag ik mij af of hij bij zijn standpunt blijft. Geloof hij in de slaagkansen van een dergelijke no-flyzone?

De regering moet duidelijk communiceren, want deze operatie houdt ook risico's in. Over onze bijdrage aan de operatie-Afghanistan verklaarde de regering dat de Belgische opleiders niet zouden meevechten, wat achteraf niet waar is gebleken.

Als kolonel Kadhafi beslist om tot een onmiddellijk staakt-het-vuren over te gaan, hoe moeten de VN en ons land dan reageren? Hoever wil men gaan? Wat zijn de precieze doelstellingen van de militaire operatie en wat zijn de politieke doelstellingen? Is men bereid om een democratisch compromis te sluiten met Kadhafi? Wat is de status van het overgangsregime na de VN-resolutie? Zullen wij dat overgangsregime formeel erkennen?

De revoluties in het Midden-Oosten mogen niet eindigen met het omverwerpen van het bestaande regime, maar met het installeren van een democratisch regime. Ook in Egypte zijn we daar nog ver van verwijderd. Wij moeten waakzaam zijn. Ook in Bahrein wordt momenteel een opstand gewelddadig neergedrukt in samenwerking met Saudi-Arabië. De groene fractie stelt voor om een algemeen moratorium op de wapenexport in te stellen voor de hele regio.

Ik merk dat iedereen terecht verontwaardigd is. Die verontwaardiging is echter selectief en een beetje hypocriet. Iedereen die nu fulmineert tegen deze dictators, is er jaren geleden wel mee gaan praten om over economische deals te onderhandelen. Ook voor deze opstand, had de Libische bevolking recht op het respecteren van de mensenrechten. Wij moeten ons samen bezinnen over een buitenlands beleid met een sterker moreel en ethisch karakter. Wij moeten niet ad hoc onze verontwaardiging uiten, maar in al onze buitenlandse betrekkingen een sterkere morele lijn volgen.

01.14 Theo Francken (N-VA): Evenmin als mevrouw Rutten geloof ook ik niet dat het Libische regime nu plotseling het licht heeft gezien en de wapens zal neerleggen. De zoon van Kadhafi verklaarde enkele uren geleden nog dat ze de stad Benghazi "niet in zullen trekken, maar dat ze antiterreurtroepen zullen binnensluiten". Wat wil dat zeggen? Dat is op zijn minst dubbelzinnig.

De resolutie wordt blijkbaar kamerbreed gesteund. Dat is nu wel duidelijk.

We go to war! Het Libische leger is, zoals vaak in Afrika, een groot leger met een klein budget. Het is een leger van 76.000 man – het dubbel van het Belgische leger – en met een budget van 1,7 miljard dollar.

De motivatie om door te bijten zal er zeker zijn, want voor dat leger is het een existentiële kwestie.

We moeten ons er ook van bewust zijn dat die no-flyzone duur zal zijn en dat ze lang zal duren. Sommigen denken dat dit maar een paar weken zal duren, maar dat geloof ik niet. De luchtverdediging en de antitankwapens uitschakelen zal niet zo eenvoudig zijn. Het Libische materiaal is oud, maar daarom niet slecht. De Libische raketten kunnen zelfs Europa bereiken.

Ik neem akte van de standpunten van sp.a en Groen! Zij zeggen wel dat zij deze operatie steunen maar dat ze niet hypocriet willen zijn. Rood en groen zeggen nu dat er een moratorium moet komen op wapenexport naar het Midden-Oosten. Dat is niet aan de Kamer om te beslissen, maar aan de deelstaten. Verder is het nogal een gemakkelijk standpunt. Ik denk niet dat er recent nog wapenleveringen aan het Midden-Oosten gebeurd zijn. Ik vind dat eventuele wapenleveringen stuk voor stuk grondig bestudeerd moeten worden.

Fourth generation warfare, de oorlogvoering van de 21^e eeuw, is vooral gebaseerd op propaganda. Libië zal zijn luchtafweergeschut en tanks op plaatsen zetten waar veel burgers wonen. Er zullen burgerslachtoffers vallen en de propagandaoorlog van Kadhafi zal zijn doel bereiken: ook hier in de Kamer zullen politici zeggen dat we ons moeten terugtrekken. Wie deze resolutie goedkeurt, moet zich ervan bewust zijn dat het om een oorlog gaat en dat een oorlog ook bepaalde consequenties heeft.

01.15 Gerald Kindermans (CD&V): De voorbije weken beкроop mij het onbehaaglijke gevoel dat de internationale gemeenschap niet in staat was iets te ondernemen tegen de vreselijke situatie in Libië. Ik ben blij te zien dat er nu toch een soort van internationale politiemacht ontstaat die optreedt tegen dictators die het te bont maken. Hoe kan België zijn steentje bijdragen? Wat wordt er van ons verwacht?

In de *Wall Street Journal* staat vandaag dat Egypte wapens zou leveren aan de opstandelingen. Wat is onze houding hierin? Een wapenembargo klinkt mooi, maar in de praktijk betekent het vaak een steun aan het winnende kamp en delven de zwakkeren het onderspit.

Duitland heeft zich niet uitgesproken over de resolutie, maar beweegt zich wel op het terrein. Welke landen hebben de resolutie gesteund en welke hebben zich onthouden?

01.16 Minister Steven Vanackere (Nederlands): In dit soort aangelegenheden moeten we goed samenwerken. Ik wil duidelijk maken dat ik goed heb geluisterd naar de tussenkomsten.

(Frans) De beslissing van gisteren, die van wijsheid getuigt, werd genomen nadat men zich had vergewist van de steun van de Verenigde Naties en van de Arabische Liga. Het feit dat de Verenigde Staten hun standpunt hebben aangepast, is van doorslaggevend belang geweest in dit proces, aangezien ze enkele dagen geleden nog formeel tegen het idee van een no-flyzone gekant waren.

Men moest zich zekerheid verschaffen omtrent de wettelijkheid van een operatie die niet zonder gevaar zal zijn. Bovendien duurt het enige tijd voor de resultaten van zo'n operatie zichtbaar worden. Ik vind dan ook dat de wereld heel snel heeft gereageerd, wat opmerkelijk is.

(Nederlands) Laat ons dus geen masochisten zijn in dit verband. De Europese landen hebben een echte bijdrage geleverd aan een snelle en wijze beslissing, ook al zijn sommige zaken nog vatbaar voor verbetering. De voorwaarden die ook België heeft gesteld en die pas nu zijn gerealiseerd, waren de moeite waard om na te streven.

Het Belgisch engagement is een moreel, politiek engagement, dat zich volledig schaaft achter de internationale consensus over de vaststelling dat er in Libië moet worden ingegrepen. Natuurlijk kunnen wij slechts participeren in de mate van onze mogelijkheden. Dat is een louter praktische aangelegenheid en zeker geen morele of politieke terughoudendheid. België schikt zich wel degelijk naar de VN-resolutie. Indien het Parlement de resolutie goedkeurt, stemt België ermee in deel uit te maken van de gevraagde

inspanningen.

(Frans) Wat de Europese Unie betreft, moet er rekening worden gehouden met de vijf onthoudingen: China, India, Rusland, Brazilië en Duitsland. Dat zijn geen kleine landen waarvan de mening er niet zou toe doen. Wij hebben geregeld te kennen gegeven dat wij er voorstander van zijn dat de opkomende landen meer worden betrokken bij de aanpak van mondiale problemen. Verscheidene belangrijke landen ontbreken in de lijst van landen die voor de resolutie hebben gestemd.

Turkije en nog een heel aantal andere landen hebben zich onthouden. Toch zijn ook zij tegen dit regime gekant. Kadhafi werd unaniem veroordeeld. Wij moeten met onze partners overleggen. Ik denk aan India, dat enig voorbehoud wil maken met betrekking tot de doeltreffendheid van deze of gene actie. Wij moeten deze landen serieus nemen.

(Nederlands) Dat Duitsland zich heeft onthouden bij de stemming heeft historische wortels. Die onthouding was een manier om aan te geven dat Duitsland niet wenst te participeren. Bondskanselier Merkel heeft namelijk goed begrepen dat voor de resolutie stemmen in de Veiligheidsraad een moreel engagement inhield om aan de acties deel te nemen. Ik betreur uiteraard dat de EU geen eensgezinde positie kon innemen, maar ik blijf ervan overtuigd dat wij moeten blijven investeren in de Europese diplomatie. Het zou goed zijn mocht de EU als één geheel in de Veiligheidsraad aanwezig zijn. We moeten dus blijven werken aan nog meer coherentie in het Europese standpunt.

Sommigen beweren dat het doel van deze operatie niet duidelijk bepaald is, maar dat klopt niet. De operationele conclusies 1, 2 en 3 van de resolutie beschrijven het doel. Er staat daarin niet als doel het installeren van een of andere nieuwe regering. De operationele conclusies verwijzen in de eerste plaats naar het stoppen van het bloedvergieten en het evolueren naar een vreedzame transitie, met respect voor waarden als democratie, rechtsstaat en zo verder.

Aangezien de regering in een periode van lopende zaken is, is het een wijze beslissing om ervoor te zorgen dat zowel de regering als het Parlement zich op een klare en duidelijke wijze uitspreken over deze kwestie. Regering en Parlement moeten samen beslissen en verantwoordelijkheid opnemen tegenover het Libische volk dat recht heeft op haar Arabische lente.

01.17 Minister **Pieter De Crem** (Nederlands): Mevrouw Rutten, het is duidelijk dat binnen de EU Frankrijk en Engeland samen de leiding hebben genomen. Zij willen samen met Canada en de VS onmiddellijk optreden om de bevolking te beschermen. Zo geven zij al gedeeltelijk uitvoering aan de resolutie, voor de NAVO klaar is voor de totale bescherming van de no-flyzone.

Zoals duidelijk in de resolutie staat, kan er geen sprake zijn van een *occupation force*. Dat staat ook niet in de NATO Reaction Force-opdracht (NRF) van België.

Als de NAVO vraagt om de middelen van de NRF aan te bieden, dan zijn daarin geen Belgische grondtroepen begrepen. Dat is heel duidelijk. Voor wat dan wel kan gebeuren, verwijs ik naar de *force generation conference* van de NAVO, die zeker zondag haar werkzaamheden zal afsluiten en ook aan België een verzoek zal richten. Die vraag zullen wij dan in deze commissie behandelen.

Morgen is er ook een vergadering tussen de EU en Arabische Liga. Dat is belangrijk aangezien de Arabische Liga het onderpand is van de regionale steun voor de operatie.

Het vermengen van deze problematiek met het Afghanistan-debat getuigt volgens mij echt van slechte smaak. De logica is anders, het engagement is verschillend.

(Frans) Collega's Bacquellaine, Brotcorne en Vercamer steunen de regeringsvoorstellen. Er werden zeer interessante beschouwingen over het meer algemene beleid en het ngo-vraagstuk geformuleerd. Er worden al postmilitaire operaties in het vooruitzicht gesteld. De militaire operatie zal uniek zijn. Daarna zal het stabiliserings- en democratiseringsproces aan de orde zijn.

(Nederlands) De heer Luyckx weet dat de beslissing over de uitvoering van operaties een beslissing is van de regering, met controle a posteriori door het Parlement. Soms is controle op het moment zelf beter. Er was

onmiddellijk eensgezindheid binnen de regering dat er naar een consensus in het Parlement moest worden gezocht. Ik vermoed dat het Parlement deze demarche zeker zal appreciëren. Dit betekent niet dat de regering en de bevelhebbers op het terrein hun verantwoordelijkheid niet zouden kunnen opnemen inzake de uitvoeringsbeslissingen die voortvloeien uit de beslissingen van vandaag. Het Parlement zal opnieuw betrokken worden als we in een andere fase komen. Het Parlement neemt fundamentele beleidsopties maar de uitvoering zal verlopen volgens de consensus die hier over de toepassing van de resolutie heerst.

Het Kadhafi-regime kan Malta bedreigen door de reikwijdte van de wapens. Terroristische acties zijn ook mogelijk. Het OCAD en de militaire veiligheidsdiensten zullen een en ander op de voet volgen. Het in kaart brengen van mogelijke dreigingen gebeurt op permanente basis, ook wat de locaties betreft.

Ik heb mij niet verzet tegen de no-flyzone. Ik heb wel gezegd dat ik mijn twijfels had bij de mogelijkheid dat er een VN-resolutie tot stand zou komen, omdat die totstandkoming in moeilijke omstandigheden moest gebeuren.

Ik ben bijzonder tevreden dat er geen veto werd uitgesproken tegen de resolutie. De permanente leden hebben hun rol ook gespeeld, in bijzonder moeilijke omstandigheden. De vijf onthoudingen waarnaar minister Vanackere heeft verwezen, tonen natuurlijk aan dat dit geen evident besluitvormingsproces was.

De resolutie is er, nu moeten we bijdragen aan de realisatie ervan. De *rules of engagement* moeten duidelijk zijn, maar ze zullen ook robuust moeten zijn om de doelstellingen te kunnen halen.

Een no-flyzone impliceert het uitschakelen van Libische vliegtuigen in de lucht. Laat dat heel duidelijk zijn. Het is niet alleen een intentieproces, maar ook een offensieve daad op het terrein. Die bestaat er ook in de luchtafweer van het Libische regime te neutraliseren omdat die gevaarlijk is voor de vliegtuigen die zullen worden ingezet. Men moet dus goed weten wat het installeren van een no-flyzone impliceert en daarom moet ze goed vastgelegd worden in de *rules of engagement*. Het is een moeilijke opdracht. Ik hoop dat er geen menselijke schilden gebruikt zullen worden om de effectiviteit van onze operatie in gevaar te brengen.

Ik wil herinneren aan de aanbevelingen van de Rwandacommissie. De troepen op het terrein en de F-16's in de lucht hebben een duidelijk mandaat nodig. We moeten wel vertrouwen in de kennis van onze piloten en militairen. We zullen er zoals altijd voor zorgen dat de burgerbevolking zoveel mogelijk wordt ontzien.

Als ons de vraag gesteld wordt, kunnen wij een mijnenveger inzetten die zal deelnemen aan de controle van het wapenembargo. Dat schip is al ter plaatse in het kader van de operatie-Active Endeavour. Daarnaast kunnen onze F-16's ook bijdragen tot het realiseren van de no-flyzone. Zeven toestellen bevinden zich zoals eerder gezegd reeds op Grieks grondgebied en kunnen, nadat ze bewapend zijn, hun opdrachten wellicht uitvoeren.

01.18 Theo Francken (N-VA): Naar verluidt zouden de Fransen en de Britten al onderweg zijn naar Libië. Klopt dat?

01.19 Daniel Bacquelaine (MR): Het antwoord van de regering heeft ons gerustgesteld met betrekking tot de echte bereidheid van ons land om zich aan te sluiten bij de maatregelen ter bescherming van de burgerbevolking. Klopt het dat er vanavond of dit weekend vergaderingen gepland zijn op initiatief van Frankrijk? Zal u ervoor zorgen dat u daarbij wordt betrokken, net als bij de eerste maatregelen die moeten worden genomen om de burgerbevolking in Libië te beschermen?

01.20 Gwendolyn Rutten (Open Vld): De minister van Buitenlandse Zaken heeft begrip gevraagd voor de bijzondere historische toestand van Duitsland. Dat klopt. In Duitsland is het nog steeds op eieren lopen als het om militaire operaties gaat. Wij, parlementsleden, zouden de eersten moeten zijn om te begrijpen dat de Duitse regering ook het Parlement wil raadplegen in dergelijke beslissingen. Ik respecteer dat. Maar als de EU met één stem wil spreken in de VN-Veiligheidsraad, dan moeten wij dit probleem aanpakken en dan is het jammer dat Duitsland hier op zijn hoede blijft.

De minister van Defensie wees erop dat het Verenigd Koninkrijk, Frankrijk en de VS de komende uren en dagen het voortouw zullen nemen. Wordt een van de landen van de Arabische Liga bij hun initiatieven betrokken of zal enkel het Westen op het terrein actief zijn?

Ik hecht dus niet veel geloofwaardigheid aan het staakt-het-vuren. Iemand zoals kolonel Kadhafi kunnen we niet ernstig nemen. Ik heb geen antwoord gekregen op de vraag hoe de situatie op het terrein realistisch kan worden ingeschat.

De internationale gemeenschap heeft hier op het nippertje een situatie zoals in Srebrenica vermeden. Ook al is er nu resultaat geboekt, we mogen niet vergeten dat we bijna te laat kwamen.

Ik hoop dat ons land mee het voortouw blijft nemen en het initiatief niet enkel aan de grote landen zal overlaten. We mogen nu niet afwachten, maar we moeten actief aan de wereld laten voelen dat het ons menens is.

01.21 Gerolf Annemans (VB): Dit is een regering van lopende zaken. Zij moet beseffen dat haar mandaat eigenlijk precair is. Voorzichtigheid is eigenlijk nog een veel te voorzichtig woord om de daden die zij in het licht van deze resolutie mag stellen, te beschrijven.

Ik had graag gehoord wat we daar nu concreet gaan doen en met wie we dat gaan doen. Er zijn hier vandaag veel te weinig inlichtingen geweest over wie nu eigenlijk tegenover Kadhafi staat. Het gaat in Libië niet zomaar om een publieke opinie tegenover haar politieke vertegenwoordigers. Neen, het is een jamahiriya waarvan Kadhafi zelfs weigert zichzelf de president te noemen. Het is een zeer onduidelijke, bijna middeleeuwse structuur van mensen die om de zoveel jaar eens samenkomen om een speech van kolonel Kadhafi te beluisteren. Als de kolonel weg is, staat men dus tegenover de jamahiriya, een structuur die eigenlijk geen structuur is.

Vergeet ook niet dat Kadhafi een gewetenloze propagandist is. Hij zal burgervliegtuigen de lucht insturen met militaire emblemen om ze te doen neerschieten en om ons nadien te kunnen verwijten dat er burgervliegtuigen werden neergeschoten. Het is een onberekenbaar personage in alle betekenissen van het woord. Ik ben dus een beetje onbehaaglijk over de gemakzucht waarmee iedereen hier enthousiast is over de mogelijkheid dat we het daar kunnen oplossen. Vandaar mijn oproep aan deze regering van lopende zaken om heel strikt het beperkt mandaat te respecteren.

01.22 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Een maximale betrokkenheid van de Arabische landen is essentieel om tot een succes te komen. Wat mij betreft, moeten deze landen deelnemen aan de militaire operatie.

Ik ben blij dat de regering op één lijn zit. Ik hoop dat zij nu ook duidelijk zal communiceren over wat er gebeurd. Waar liggen de grenzen van een gewapend ingrijpen? Wat doet de internationale troepenmacht als Kadhafi een politieke regeling wil en de opstandelingen niet? Hoe kunnen wij het democratiseringsproces aanmoedigen? De resolutie is slechts een eerste stap.

De heer Francken moet zich wat beter informeren. De FOD Economie heeft nog altijd een bevoegdheid. In de laatste maanden en jaren is er nog militair materieel uitgevoerd: naar Jordanië en Libanon in 2010, naar Israël en Bahrein in 2009.

We moeten het debat aangaan over een structurele verandering in ons wapenuitvoerbeleid en onze buitenlandse betrekkingen. Wij hebben nood aan een grotere morele dimensie. De eindbestemming van de wapens die wij uitvoeren is niet altijd duidelijk. Ik roep op tot een ernstig debat hierover op middellange termijn.

01.23 Patrick Moriau (PS): Ik merk op dat de eenmaking van Europa nog niet voltooid is.

Ik wil ook de ministers danken voor hun glasheldere antwoorden. We hebben het mandaat gekregen om het bloedvergieten te stoppen. We moeten er ons evenwel bewust van zijn dat we niet alle wereldproblemen kunnen oplossen. We zijn in oorlog. Deze beslissing heeft ernstige gevolgen en zal in de regio voor een domino-effect zorgen.

Dan is er nog het probleem van de informatieverstrekking. De nieuwsuitzendingen van Al-Jazeera kleuren helemaal anders, zodra die zender over gebeurtenissen in de buurt van Qatar bericht.

Bovendien wordt het ongeduld van die bevolkingen gevoed door de stijgende werkloosheid en het feit dat het enige tijd vergt om parlement en regering te installeren. Ook hier is er voor ons een belangrijke rol weggelegd. Daarom vraag ik me af waarom deze commissie niet kan worden omgevormd tot een opvolgingscommissie. In het Middellandse Zeegebied staat er immers veel op het spel.

De **voorzitter**: Op 23 en 30 maart zullen we deskundigen horen met betrekking tot de toestand in Noord-Afrika en het Midden-Oosten.

01.24 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Uiteraard blijft de regering ter beschikking van het Parlement om hierop nog dieper in te gaan, maar het lijkt aangewezen er nu voor te zorgen dat de principiële beslissing van de regering een duidelijke en sterke ondersteuning krijgt vanuit het Parlement.

De uiteenzettingen en de gedachtewisseling eindigen om 16.43 uur.